

LE PEUPLE BRETON

5^f
Mensuel

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

EMPLOI
LA NOUVELLE
DONNE DE GISCARD

NUMÉRO 204
5 DEC. 3 JANV. 1981

(Bonne
année
quand
même !...)



imprimerie artistique & commerciale

2, rue d'Antrain - 35000 RENNES - Tél. (99)30.24.12

Tous les imprimés - Livraisons rapides - Travail soigné

ACHÈTE TOUS OUVRAGES
SUR LA BRETAGNE

Faire offre avec prix à :

H. DANIGO

17, rue Marc-Sangnier
29000 KEMPER

Librairie - Papeterie du Four

Charles FERRAND

3, rue du Four - LESNEVEN

Photocopies - Matériel de Bureau
Machines à écrire et à calculer
Calculatrices

Selection
Gravure

Joël BAUDY

GRAVURES ARTISTIQUES & INDUSTRIELLES
10, Rue du Frouit - 29000 QUIMPER - Tél. 95.01.34

IMPRIMERIE
LE GRAND

8-10, route de Quimper

BREST

Tél. 02.03.89

FARCES - GADGETS - MASQUES
ATTRAPES - COTILLONS - ARTIFICES

L'ANGE FARCEUR

Spécialiste en : ARTICLES DE MAGIE
KERMESSE
DÉCORATION
NOËL

JO DUVAL - 18, Rue Georges Clemenceau
Saint-Servan-sur-Mer - 35400 SAINT-MALO
Tél. (99) 56.96.18

RADIO - TELEVISION

J. ALLAIN

21, rue de la Corderie
22 - SAINT-BRIEUC

Dépositaire
PHILIPS - SCHNEIDER

BAR LE SÉAC'H

TABACS - JOURNAUX - LOTO
20, Place Saint-Corentin

29000 QUIMPER
Tél. 95.09.25

100%
TRADITIONNELLES

MALBAN

ROUZIC

Etudes
Devis
Avant-projets
personnalisés
par
notre architecte
Service terrain

maisons
abonnel

9, rue de Lyon
BREST
Tél. 46.33.04

MARGOL

Plus de 40 ans d'expérience,
de solides références,
des maisons de qualité
qui expriment
le caractère
de votre
région

Nom _____
Adresse _____
Tél. _____
Retournez ce bon à ABONNEL

Je désire recevoir
une documentation
gratuite

Souscription permanente pour le progrès du «Peuple Breton»

RÉSISTANCE

Une année se termine, qui n'aura pas été avare de mauvais coups portés à la Bretagne. Du Tanio à Plogoff, en passant par l'augmentation dramatique du chômage, notre pays aura ramassé de plein fouet les effets de la crise, ou plutôt de la traduction antipopulaire de cette crise par le pouvoir en place. Devant les menaces très réelles de ruine de notre pays, de démantèlement de notre économie, il nous faut véritablement résister. Un élément essentiel — indispensable — de cette résistance, c'est l'information des Bretons. A cet égard « Le Peuple Breton » joue un rôle fort actif, qui doit encore s'accroître. Votre participation fidèle à cette souscription, c'est aussi votre témoignage de résistance.

7^e liste

Y. Le Fur, Paris (75)	10,00
R. Rivoal, Brest	50,00
Christian P., Aulnay sur Mauldre (78)	10,00
A. Baron, Verneuil (60)	50,00
Robert C., Lesigny (77)	10,00
Alan N., Brest	20,00

interlude

38, rue Yves-Collet, BREST
Tél. 44.36.89

Le spécialiste fournitures Beaux-Arts
et activités manuelles



Breiz Kabigs

Petite et grande taille

« Breizh Kabigs »

247, rue Jean-Jaurès

« Yveline »

Prêt-à-porter féminin

1, rue Inkerman - 29200 BREST

Composition mécanique

Imprimerie de l'Iroise - Brest

Publication inscrite à la C.P.P.A.P. n° 41 387

Tirage : 11.000 ex. - Dépôt légal : 4^e trim.

Directeur de la publication : J. Guégueniat

P. Gouello, Tours (37)	20,00
A. Servat, Cholet (49)	20,00
P. Halleguen, Brest	30,00
Loïc G., Nanterre (92)	50,00
E. Le Hir, Brest	50,00
Gilbert M., St-Peray (07)	50,00
H. Gorrec, Cote d'Ivoire	25,00
B. Guigourese, Nantes	50,00
J.P. Quemener, Herbignac	10,00
C. Le Nouen, Auray	50,00
Bernard R., Vendôme (41)	20,00
P. Dorval, Larmor Plage	50,00
D. Cormu, Schiltigheim (67)	30,00
J.A. Le Goff, Le Juch	30,00
G. Kermeur, St-Nazaire	20,00
Y. Pery, Laon (02)	20,00
Didier S., Lille (59)	20,00
P. Vannes (56)	20,00
Pierrick F., Le Pecq (78)	20,00
S. Debladis, Coueron (44)	20,00
G. Morvan, Quiberon	50,00
Bernard D., Sedan (08)	20,00
E. Cadiou, Rouen (76)	35,00
Daniel C., Creil (60)	20,00
T. Bourhis, Chaville (92)	50,00
M.C. Corre, Brest	50,00
B. Daniel, Lehon	20,00
Y. Pelle, Plouegat Guérand	30,00
Gerard A., Ancenis	20,00
G. Ponchain, Maisons Laffitte (78)	50,00
J.C. Henaff, Plomelin	20,00
V. Breuillard, Mulhouse (68)	20,00
R. Martin, Blain	50,00
M.T. Guyader, Dampierre (78)	20,00
M. Berder, Lesneven	20,00
G. Rialland, Nantes	20,00
Gilles C.C., St-Brieuc	50,00
Philippe D., Fougères	20,00
M. Cazuguel, Brest	50,00
Y. Morvan, Guingamp	50,00
Michel G., St-Gorges sur Loire (49)	50,00
M.N. Le Henaff, Creil (60)	10,00
C. Guillot, Pleudihen	20,00
H. Le Bris, Pleumeur Bodou	150,00
Bernard J., Plouzane	20,00
Serge P., Auxerre (89)	20,00
M. Josse, Lagny (77)	100,00
P. Lavarec, Dinard	20,00
Yves J., Douarnenez	20,00
A. Tassel, St-Etienne de Montluc	25,00
R. Ropars, Brest	50,00
P. Le Bars, Plancoet	50,00
Yvonne G., Metz (57)	20,00
R. Gouzer, Malestroit	50,00
M. Guillou, Le Mans (72)	30,00
H. Barraud, Le Havre (76)	20,00
C. Collin, Loudéac	20,00
Yves Le R., Brest	20,00
Yves S., Calais (62)	10,00
M. Le Trocquer, Le Perray (78)	20,00
J.C. Le Bihan, Lancy	50,00
François Le R., Milizac	20,00
Francis T., Douarnenez	20,00
Y. Le Lannon, Maroc	25,00
A. Lucas, Brest	20,00
G. Laplanche, Suisse	10,00
L. Collin, Marseille (13)	50,00

Total 7^e liste

Report des listes précédentes

TOTAL

« LE PEUPLE BRETON » Mensuel

Boîte Postale 304
29273 BREST CEDEX

ABONNEMENTS
Ordinaire : 50 F

De soutien : à partir de 70 F

Etranger : 60 F

Etranger (par avion) : 75 F
C.C.P. 2365-76 RENNES

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Pour tout changement d'adresse nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal et en joignant 2,00 F en timbres pour frais. Merci d'avance.

SOMMAIRE

ECONOMIE

LA NOUVELLE DONNE GISCARDIENNE	4
LE DÉCLIN DU PORT DE NANTES	9
PROMESSES MIRIFIQUES EN BASSE-LOIRE	10

SOCIAL

DARÈGES A VANNES	8
COOP BRETAGNE A LORIENT	15

SYNDICALISME

QUAND LA CFDT DES PAYS DE LOIRE SE SENT BIEN DANS SA PEAU	14
---	----

ENVIRONNEMENT

PLOVAN : DU NOUVEAU ..	11
LE BARRAGE DE LEMEZEC ..	11
LE NUCLÉAIRE BAT DE L'AILE	13

ARMÉE

LA BOMBE A NEUTRONS ..	12
BIGEARD A LORIENT	18

RUBRIQUES

LE PROBLÈME BRETON DE NANTES A BREST	16
P.B. SERVICE	25
FESTOU-NOS	23

INTERNATIONAL

L'INDÉPENDANCE DES NOUVELLES-HÉBRIDES	19
---	----

CULTURE

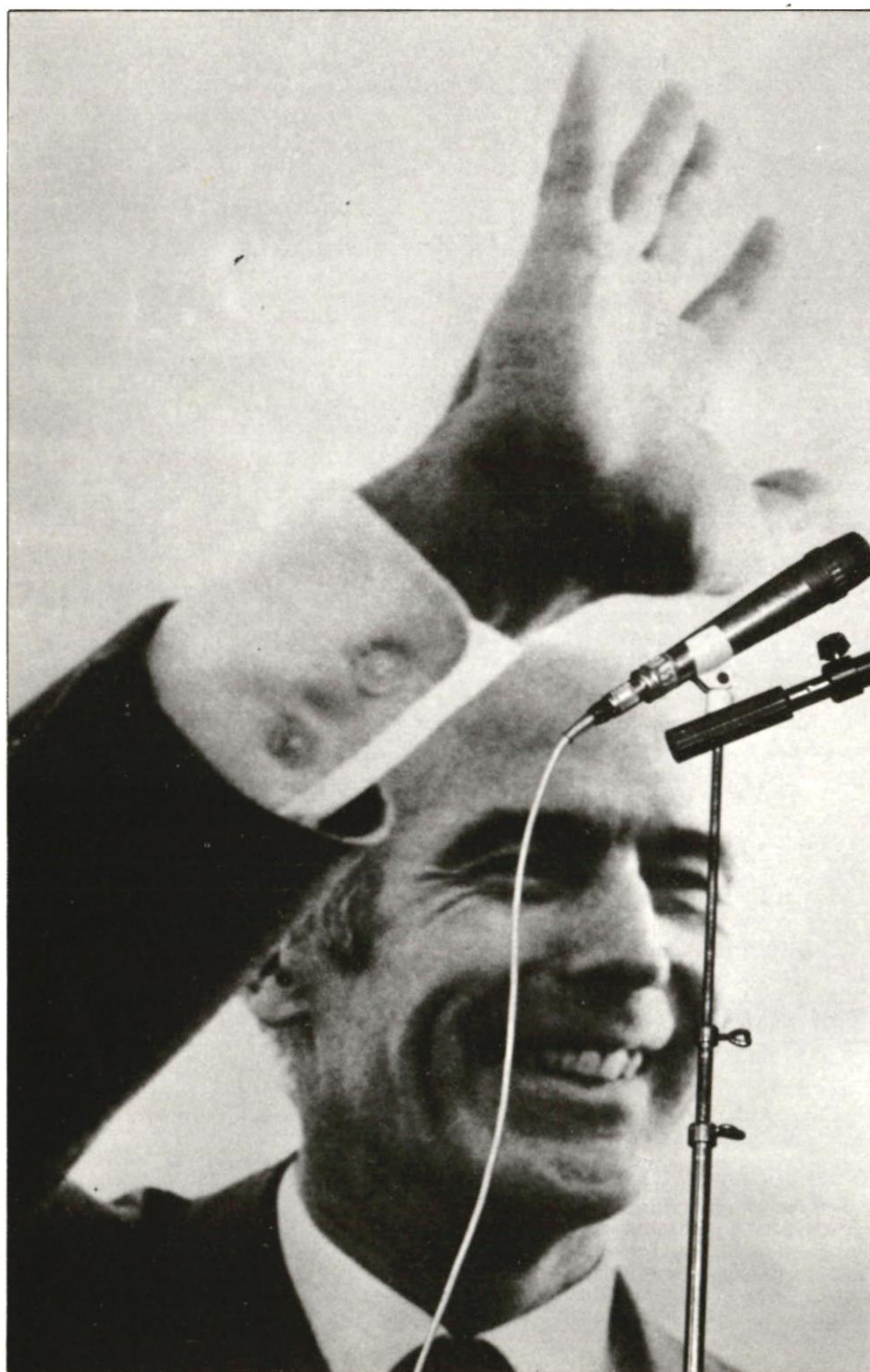
BOUDICA DE P. KEINEG ...	21
LA RÉUNIFICATION DU GOUREN	22
TRAVAIL BLANC	24
DISQUES	26
FRONT CULTUREL ET RADIO	28

COURRIER DES LECTEURS

EDITORIAL

Dans les années 60, la position périphérique de la Bretagne, sa sous-industrialisation, avaient permis un développement de façade. Aujourd'hui, Giscard et le capitalisme se découvrent d'autres périphéries, en Afrique, en Extrême-Orient. A la surexploitation vient alors se superposer le chômage...

La nouvelle donne giscardienne



Dans le Peuple Breton de novembre, nous avons consacré notre article de tête à la dégradation de la situation de l'emploi, aux phénomènes qui masquent cette dégradation, aux perspectives: 200.000 chômeurs bretons en 1985.

Nous analysons ce mois-ci les grands traits de la politique de Giscard et les conséquences spécifiques de cette politique en Bretagne.

La nouvelle donne giscardienne

Comment Giscard conçoit-il l'avenir de la France? C'est-à-dire comment conçoit-il la perpétuation de la domination de la bourgeoisie au pouvoir?

D'abord, et avant tout, par l'adaptation et une meilleure rentabilité du capital industriel en la rendant de plus en plus compétitif sur le marché mondial. Et puis accessoirement par le développement de quelques autres sources de devises comme les grandes cultures (céréales, sucre...) et le tourisme.

Pour cela, la politique de Giscard revêt deux aspects; d'abord, redonner une plus grande «marge de manœuvre» aux groupes capitalistes, puis profiter au mieux de la division internationale du travail.

Une plus grande marge de manœuvre pour les firmes capitalistes

Cette marge de manœuvre est tout simplement synonyme de gonflement des bénéfices, ce qui implique une politique d'austérité pour les travailleurs et la liquidation des «canards boiteux», la fermeture des usines jugées non rentables.

Il n'est pas nécessaire de revenir sur les différents aspects de la politique d'austérité: pression sur les salaires, augmentation des impôts et des cotisations sociales, déqualification, restriction de crédits pour les grands services publics (enseignement, santé...).

Parallèlement la trésorerie des grandes firmes devient florissante. En 1979, Elf-Aquitaine a fait 600 milliards de centimes de bénéfices... Peugeot 111 milliards, Pechiney 99, Rhône-Poulenc 79, etc. Plusieurs capitalistes régionaux

font également d'appréciables profits. Ainsi Doux a réalisé 1 milliard et demi de bénéfices, la TIMAC de St-Malo 500 millions, Guyomarc'h 1 milliard et 800 millions!

Contrairement à ce que fait croire la propagande de la télé, ces profits ne se traduisent nullement par une reprise des investissements, du moins en France. Ainsi, en 80 les investissements sont restés à peu près au même niveau que les années précédentes.

Cette aisance financière permet par contre de restructurer sans bruits. Il suffit de penser aux 1000 primes de départs volontaires accordées dans l'industrie téléphonique en Bretagne, aux «départs volontaires» en pré-retraite chez Citroën.

Une meilleure division internationale du travail

Pour Giscard-Barre, la compétitivité du capital français, sera d'autant plus importante que sera favorisée la division internationale du travail. L'importation de textiles, de moutons, de transistors, de fruits et légumes, de jouets, de poissons, de bateaux, de matières grasses végétales, de chaussures... de pays qui en produisent à meilleur marché que la France, permet de réduire les prix, et donc les salaires. Et ainsi le capital français serait de plus en plus compétitif.

Encore faut-il trouver des «créneaux» d'exportation. Sur le marché mondial ce sont essentiellement aujourd'hui l'armement, l'automobile, le nucléaire, l'aéronautique, l'électronique, la chimie, l'engineering... que Giscard cherche à vendre. Parfois l'échange est direct: centrale nucléaire ou Airbus contre des importations de porcs, moutons...

Autant certains grands trusts peuvent bénéficier de toutes les aides de l'Etat, pour accroître leurs exportations, autant certaines productions sont délibérément exposées à la concurrence des importations.

Cette accélération de la division internationale du travail que favorise le pouvoir, constitue le second aspect de la nouvelle donne giscardienne. Il s'agit ni plus ni moins que du développement des rapports impérialistes.

Renforcement du capitalisme et développement des rapports impérialistes sont les deux faces d'une même politique visant à restaurer le profit et ainsi à perpétuer le pouvoir de la bourgeoisie en France, comme dans les autres états occidentaux.

Toute la politique de Giscard peut être ainsi résumée. Sans doute faudrait-il en expliciter certaines conséquences:

Le renforcement du capitalisme a obligatoirement une dimension idéologique. Il implique un plus grand contrôle social au niveau des médias et de la justice.

Et le développement des rapports impérialistes se traduit par un accroissement des forces militaires (Marine, régiments d'intervention extérieure, sous-marins nucléaires) et un renversement des liens entre pays occidentaux...



Le Peuple Breton

Nous nous cantonnerons ici aux rapports socio-économiques de la crise.

La crise et ses conséquences en Bretagne

La crise, le chômage, la réduction de l'activité économique se propagent en fait par trois «canaux»:

- Les fermetures d'usines du simple fait du mouvement de concentration du capital et d'élimination des «canards boiteux».

- Les effets directs de la politique d'austérité qui réduit le niveau de la demande notamment pour le bien durable: bâtiment, automobile... et qui, dans le secteur public, se traduit par une réduction des embauchées.

- Les transferts d'activité vers des pays où la main-d'œuvre est moins chère.

Il est bien évident que ces trois canaux se superposent et se cumulent parfois. Il faut néanmoins essayer de les distinguer afin de mieux cerner les conséquences spécifiques de la crise dans les différents pays, dans les différentes régions.

Tous les travailleurs de l'Hexagone, et des pays occidentaux subissent les effets de la crise: austérité et chômage... Mais quelles sont les conséquences spécifiques de la crise en Bretagne? Il nous faut pour cela reprendre l'évolution de ces dernières années en distinguant les différents «canaux» de propagation de la crise tels que nous venons de les présenter.

La restructuration

L'accélération du mouvement de concentration et l'élimination des usines les plus vieilles, les moins rentables a surtout touché les vieilles régions industrielles: sidérurgie du Nord et de la Lorraine, textile des Vosges... Le capital industriel implanté en Bretagne étant faible et relativement neuf, le canal de concentration du capital français n'a, en fait, eu que peu d'effets. Citons cependant la fermeture de quelques grosses affaires, comme l'usine Garnier de Redon, la raffinerie de Vern sur Seiche.

Les effets directs de la politique d'austérité

Ils se font surtout sentir depuis la défaite de la gauche en 78. La demande de biens durables, tels que logement, automobiles, électro-ménager marque depuis deux ans et surtout depuis 80 un très net fléchissement. En Bretagne, c'est surtout l'Ille et Vilaine qui est touchée du fait de l'implantation de Citroën à Rennes (— 2000 emplois en un an et demi) mais aussi de sous-traitants automobiles et de nombreuses fabriques de meubles. Dans les autres départements on peut citer les difficultés de la SBFM à Lorient et de la STAR à Tremuson près de St-Brieuc...

La réduction d'embauche dans le secteur public est depuis deux ans surtout un des principaux facteurs de dégradation de la situation de l'emploi. Ainsi, dans les quatre départements de la région-programme les effectifs des administrations et services publics n'ont augmenté que de 500 emplois en 79 contre près de 5000 par an durant la période 70-74. Pour le budget 81, il n'y a plus aucune création de poste de prévue...

Le «Secours catholique», qui a mené une campagne de sensibilisation sur le thème du chômage a recueilli des témoignages parmi les gens qu'il secoure. En voici quelques uns.

Georgette C., 20 ans, quitte volontairement son emploi à Paris pour suivre son mari qui a trouvé du travail dans l'Ouest, à Rennes.

A leur arrivée, elle cherche du travail sans s'inscrire à l'ANPE... Elle est sans travail depuis 6 mois.

Brusquement son mari la quitte.

Seule sans argent, avec 2500 F de dettes...

Elle est contrainte de retourner chez ses parents.

Elle a honte de peser sur leur modeste budget.



L'accélération de la division internationale du travail

Les fermetures d'usine en Bretagne, la baisse d'activité, les crises et menaces sur l'agriculture et la pêche relèvent essentiellement du troisième courant de propagation de la crise, c'est-à-dire d'une tendance à substituer aux productions de Bretagne des productions importées. Le niveau de l'activité est en Bretagne, peut-être, moins fonction de la restructuration du capital et des effets de la politique d'austérité qu'en France, il est par contre nettement plus le résultat de la nouvelle division internationale du travail.

Depuis les années 60, la bourgeoisie n'a guère en effet concédé en Bretagne, que le développement d'activité permettant une surexploitation des travailleurs: usines-pirates, élevage intensif, pêche... Aujourd'hui toutes ces productions sont mises délibérément en concurrence avec les productions des pays sous-développés. **La bourgeoisie trouve chaque jour des régions plus «périphériques».**

On le constate pour l'industrie de la confection. Plusieurs milliers d'emplois ont disparu, notamment pour la fermeture des plus grosses usines: Transocéan, SPLI, Sapitex...

De même pour la chaussure. La crise des années 75-76 surtout marquée par la fermeture de Rehault à Fougères et Donval à Rospenden, a provoqué une perte de près de 2000 emplois. Le répit constaté depuis risque fort d'être de courte durée. Sait-on que le rapport production-importation est passé de 45-55% au 1^{er} semestre 79 à 55-45% au 1^{er} semestre 80.

L'industrie de la conserve risque fort également de perdre quelque 4000 emplois en 6-7 ans (cf. PB avril 80) sous

l'effet de la concurrence des pays du tiers-monde où investissent les grands trusts comme Saupiquet.

L'électronique d'exécution qui a été présentée comme la grande industrie créatrice d'emplois en Bretagne a perdu de nombreux emplois depuis deux ans, pas seulement dans le secteur téléphonique mais également dans d'autres types d'entreprises, comme Frankel à St-Malo, SGS à Rennes. Pourtant, la construction électrique et électronique reste mondialement créatrice d'emplois. Mais le type d'usine qui s'implantait en Bretagne dans les années 65-75, s'implante aujourd'hui dans les pays méditerranéens ou dans le sud-est asiatique.

D'autres secteurs industriels sont également mis en concurrence avec les importations. C'est le cas de l'industrie du bois: fermetures de Marcesche à Lorient, de Chalos à St-Brieuc.

L'industrie de la Basse-Loire bien que représentant un capital financier et technique plus important que le reste de l'industrie bretonne, est également victime du transfert d'activité vers le tiers-monde. C'est surtout le cas de la construction navale. Précisons à ce sujet que la politique giscardienne se traduit aussi pour la marine marchande par un recours de plus en plus important aux pavillons de complaisance, et la suppression de nombreux emplois... souvent tenus par des Bretons.

Si une bonne part de la faible industrie bretonne est en voie de disparition du fait de la division internationale du travail, les crises de l'agriculture et de la pêche correspondent à la même logique.

Le refus de toute politique des pêches est fondamentalement la conséquence des choix giscardiens. **Pour Giscard, il vaut mieux importer du poisson que de promouvoir une véritable politique des pêches.**

La loi d'orientation agricole votée au printemps 80, qui parle uniquement d'«agriculture de conquête» de développement des exportations sur le marché mondial, illustre bien la conception giscardienne de l'avenir économique français. Après s'être difficilement adaptée aux règles du Marché Commun, l'agriculture bretonne doit aujourd'hui s'adapter au marché mondial.

Dans ce cadre la production d'artichauts, de pommes de terre primeurs, de mouton, de porc... est jugée aberrante! Pourquoi en produire alors qu'il est possible de s'en procurer sur le marché mondial à moindre prix:

Jean et René ont 19 et 20 ans. Ils sonnent à la permanence du Secours Catholique.

Ils paraissent assez gênés, découragés, fatigués.

Ils veulent un pantalon pour se présenter à une agence d'intérim.

Ils n'ont rien mangé depuis hier matin. Autour d'un petit déjeuner, ils racontent:

«Nous sommes arrivés à Rennes venant d'un autre département (...) chez nous cela fait des mois que nous cherchons tous les jours et en vain du travail. Nous avons quitté notre famille: nos parents ne comprennent pas que nous soyons sans travail...»

Nos derniers sous sont passés dans l'Auberge de Jeunesse.

Nous ne sommes pas clochards, nous ne voulons pas aller à l'asile de nuit. Nous repartons «aux intérim».

Un de ces jeunes revenait deux jours plus tard signaler «qu'ils avaient un chantier...» mais pour combien de jours?

Robert, 18 ans.

«Je suis au chômage. Malgré mon CAP depuis 6 mois je ne trouve pas de travail, même comme manoeuvre.

A la maison, c'est difficile de vivre en ce moment, car il manque d'argent. Les parents sont agressifs.

Nous avons du mal à nous habiller.

Les gens du quartier, du village disent que je suis un fainéant. Que je ne veux pas travailler. Ils ne veulent pas croire que je cherche tous les jours.

Je me dégoûte. Je suis fatigué de tourner à ne rien faire.

Je suis séparé des copains, copines... Je me sens vraiment inutile.

J'ai tout vendu, disques, électrophone, bouquins...

Je me sens parasite et coupable.

Que me reste-t-il à faire?

pourquoi continuer à produire du beurre alors que les matières grasses végétales des pays du Tiers-Monde sont si bon marché?

Alors quelles perspectives ?

200.000 chômeurs en 85, prédisions-nous dans le Peuple Breton de novembre, en prolongeant les tendances de ces dernières années. En analysant plus à fond la politique de Giscard, en précisant les divers aspects de la crise, on s'aperçoit que cette prévision est encore trop « optimiste ».

Est-ce que tout va fermer? Non. Toutes les usines ne fermeront pas, toutes les productions agricoles ne disparaîtront pas, mais le développement de la concurrence se traduira par l'augmentation des cadences, la pression sur les salaires, (et les revenus agricoles), les réductions d'effectifs. L'exemple de ce qui se passe au Joint Français l'illustre trop bien. Il faudrait aussi parler des nombreuses petites entreprises des petits bourgs, qui peuvent se permettre d'imposer les pires conditions de boulot... Ainsi, si l'industrie de la confection des grandes villes a pratiquement disparu (Transocéan-Brest, Robin-Lorient, SPLI, SAPITEX à Rennes...), elle résiste bien mieux dans les bourgs et petits villages. Comme disait Christian Bonnet en inaugurant une petite usine s'implantant dans la campagne de Kervignac: **«les chefs d'entreprise rejettent aujourd'hui les zones industrielles des villes et préfèrent s'implanter dans un environnement plus «calme».**

Liquidation d'activités, surexploitation des travailleurs mais aussi réaffirmation des grandes vocations de la Bretagne.

La Bretagne dans tout cela garde ses «atouts spécifiques». Et tout d'abord, sa vocation militaire incontestée. Le renforcement de la force de frappe, de

l'armement naval, des unités d'intervention extérieures (les RIMAS...), réclamés à cor et à cris par tous les parlementaires, va redonner un coup de fouet à l'économie de Brest et Lorient. Le logement et l'entretien des sous-marins nucléaires, le rattrapage des retards du plan de renouvellement de la flotte, la construction des porte-avions nucléaires à Brest... seront bientôt à mettre parmi les acquis des luttes! Sans parler des frégates, vedettes, sous-marins que Giscard réussit à vendre à chacun de ses déplacements.

Et puis, il y a le tourisme. L'augmentation du prix de l'essence et la saturation des côtes méditerranéennes sont les deux grands arguments des promoteurs pour attirer les touristes allemands, anglais, hollandais... Le développement touristique de la Bretagne c'est peut-être peu d'emplois vu d'ici, mais ce sont beaucoup de devises économisées vu de l'Elysée. Un seul problème: il faut brosser les rochers régulièrement...

Non à la surexploitation, non aux vocations touristiques, et militaires, les grands thèmes UDB de dénonciation de la politique du pouvoir restent plus que jamais d'actualité.

La restructuration du capital, et la politique d'austérité frappent tous les travailleurs de l'Hexagone, tous les travailleurs des pays capitalistes. C'est l'aspect premier de la crise, c'est là-dessus qu'il faut tous se battre, c'est là-dessus que peut se faire un jour l'Union contre la bourgeoisie.

Mais la nouvelle division du travail est l'aspect fondamental de la crise. Les travailleurs bretons plus que d'autres en feront les frais. Plus que d'autres ils comprendront ce que veut dire l'«**adaptation au nouvel ordre international**». Plus que d'autres il leur faut résister à la politique de Giscard.

Paul Dréau.

Alain, Jacqueline et leurs trois enfants ont vécu à Quimper heureux, jusqu'au jour où en janvier 1977, Alain a perdu son travail. Un an et demi de chômage. De caractère timide, avant de se présenter à la recherche d'un emploi et pour se donner du courage, Alain prenait un verre dans un café.

Un samedi, Jacqueline épuisée par cette vie de misère part chez ses parents, avec ses enfants.

«Cela m'a fait un choc. J'ai eu peur. Le dimanche j'ai tout lâché», raconte Alain.

«J'ai juré de cesser de boire et j'ai demandé pardon à ma famille. L'ainé de nos enfants était marqué par ce qu'il avait vécu... lorsqu'il voit une bouteille, il dit: «c'est ça que papa buvait et il était malade...».

« NOUVELLES » PAS FRAICHES...

Quand les «Nouvelles de Bretagne» ont une cible, elles ne la lâchent pas facilement. En l'occurrence, le journal rennais de droite s'attaque ces temps-ci à Monique Rannou, conseillère municipale UDB en lui reprochant, tout simplement... de faire son travail! **«On pourra compter, écrit la dite feuille, les séances du conseil municipal au cours desquelles Mme Rannou n'est pas intervenue au nom de l'UDB»!** Et de lui reprocher de parler en faveur des revendications des marins-pêcheurs... Il est vrai que, selon les «Nouvelles», la grève des marins-pêcheurs a été un désastre pour la région et pour les pêcheurs eux-mêmes! Avec une telle idéologie, on conçoit que les interventions de Monique Rannou, restent en travers du gosier du directeur des «Nouvelles». Comme une arête.



IMPRIMERIE DE L'IROISE

Rue François-Lettré, BREST - Tél. 02.28.74

OFFSET - QUADRICROMIE

Dépliants - Catalogues - Périodiques - Affiches

Art et Musique

Daniel Paris, artisan luthier

2, rue du Couëdic - 29200 BREST

Téléphone : 80.47.41

Ventes - Réparations instruments
de musique

« Traou-Mad »

Fruits et Légumes

Centre Commercial
St-MARTIN-DES-CHAMPS

Qualité irréprochable - Prix imbattables

Les disques

et



Société

Bretonne d'Enregistrement
(14, passage du Blavet,
56100 Lorient,
tél. 97/21.23.91) vous
annoncent la sortie de deux
nouveaux albums:

MILLADOIRO groupe
Galicien particulièrement
remarqué au cours du
Festival de Lorient ainsi que
le groupe Ecosais
Wallacestone and district
pipe-band.

EAUX DE TOILETTE

J.F. Kervern

Aux essences naturelles

UNE GAMME
DE HAUTE QUALITÉ
A UN PRIX ABORDABLE

Dans les
salons de coiffure
et magasins
de produits naturels

29214 LANDEDA
Tél. (98)04.93.10



Le Peuple Breton

Darèges: Vous ne connaissez sans doute pas et pourtant à Vannes ça compte!

Hechter: Vous connaissez sûrement! l'équipe de football de Paris St-Germain!... Ah, ça y est.

Et bien pour lui Darèges c'est terminé! Après avoir profité de la Bretagne, la production se fera au Maroc pour s'adapter aux contraintes du marché et à la concurrence asiatique.

Dans un des derniers Peuple Breton, un constat implacable:

«Pour chaque fermeture d'usine c'est le même scénario. On ne sait rien... Ça devrait encore tourner: on vient juste de renouveler tel ou tel matériel, on vient juste d'acheter telle machine. Et puis un jour, la nouvelle tombe. L'usine ferme. C'est décidé. On n'y peut rien». Le 23 octobre dernier, Daniel hechter, le patron parisien lâchait Darèges.

Uné (trop) rapide croissance

Pour les ouvrières de chez Darèges, le processus a été le même que maintes usines bretonnes et la stupeur a été la même à l'annonce du dépôt de bilan et du licenciement des 198 employés.

Et pourtant, l'entreprise installée à Vannes en 67 avait rapidement évolué puisqu'elle avait vu son effectif passer de 9 à 35 dès la fin de l'année. Evolution et croissance très rapides puisque dès 73 l'effectif de la société était passé à 255. Entre temps, la société avait transféré son siège dans la zone industrielle du Prat en achetant à la ville les locaux qu'elle occupe actuellement. Les affaires marchent bien, les bilans sont positifs, avec même une participation aux bénéfices. Daniel Hechter agrandit ses locaux, surfaces d'atelier et cantine, inaugurés à grands fracas par notre ministre-maire de l'époque Marcellin avec traiteur déplacé de Lorient, sur fond de cochon de lait.

Les premières difficultés apparaissent dès 76, bien que l'année suivante les

investissements soient importants et que le bilan se révèle sain. 1977 voit aussi la nomination d'un nouveau directeur (?), le sieur Delagoutte avec comme référence une précédente liquidation.

Les prémices de la liquidation

Les départs ne sont pas remplacés, mais aucun problème apparent ne se pose jusqu'au milieu de l'année 80 où le personnel est mis en chômage technique. Les travailleuses prennent alors conscience que quelque chose se trame dans leur dos, bien que Delagoutte justifie seulement ce chômage par un ralentissement des commandes. Pendant ce temps, les travaux de sous-traitance augmentent.

Bien des questions se posaient pour les travailleuses qui étaient tenues dans l'ignorance la plus complète des décisions réelles. Même le conseiller général de Vannes-ouest dénonçait l'état d'ignorance dans laquelle les élus étaient tenus.

Delagoutte (ex S.P.L.I.), l'actuel directeur avait envisagé de reprendre l'usine à son propre compte.

Il proposait le rachat des bâtiments pour 5 millions AF et demandait aux ouvrières: «pour redevenir compétitif il aurait fallu que le personnel accepte de renoncer à certains des avantages acquis»... rien de plus!

Un coup bien monté

Le 23 Octobre dernier, le conseil d'administration annonçait le dépôt de bilan, motivé par un déficit du compte d'exploitation (depuis l'arrivée de Delagoutte). Le lendemain l'affaire était jugée au tribunal de commerce et le financier venu spécialement de Paris pouvait repartir content... affaire classée! Quelle hâte pour liquider!

Et, dès le 3 novembre, les travailleuses et travailleurs recevaient leur lettre de licenciement.

Delagoutte, «employé Hechter» (ce n'est pas la même société), installe les nouveaux bureaux à Guérande d'où il pourra à loisir s'occuper des entreprises sous-traitantes.

L'occupation des locaux était décidée immédiatement par l'ensemble du personnel et la détermination pour sauvegarder l'emploi apparaissait très nette lors des différentes manifestations — occupation Banque de France, réunion conseil municipal et meeting à l'appel des syndicats CFDT et CGT. Les partis de gauche ont assuré les ouvrières de leur solidarité et les militants de l'UDB étaient présents pour apporter leur soutien lors du meeting de la salle des Lices.

Usine pirate ou la chasse aux primes

Chez nous, la chose est devenue courante: après avoir empoché, sur le dos des contribuables vannetais, les primes à la création d'emplois, Hechter a volontairement conduit son entreprise à la faillite, justifiant son attitude par des coûts de production qui, selon lui, le mettaient dans une position concurrentielle difficile.

Quand on sait que le salaire moyen dans un emploi qualifié est de 2.400.00frs net mensuel et que depuis le mois de janvier celui-ci n'a augmenté que de 2,33%, on voit que le poisson est gros!

Mais que dire de la position officielle exprimée par le préfet dans un catalogue d'aides des pouvoirs publics pour une éventuelle reprise? «Il ne faut pas le dissimuler... avec un certain handicap compte tenu des charges de personnels qui dépassent très sensiblement celles des entreprises du même secteur». On croit rêver! Et le catalogue préfectoral de proposer de nouvelles primes, aides, exonérations, taux réduits, et prise en charge... Les contribuables devraient donc continuer à payer sans qu'aucun contrôle ne puisse être exercé. L'emploi ne sera que momentanément sauvé, mais pour combien de temps?

Certes, la priorité des priorités reste la défense de l'emploi mais les intérêts des travailleurs ne doivent pas être sacrifiés sur ce seul critère, en acceptant aujourd'hui la remise en cause des avantages acquis et la perspective qui se profile au loin des embauches à contrat de durée déterminée.

Darèges vivra!

Les ouvrières ont engagé la lutte et toutes les forces vives de la région se sentent mobilisées car il serait catastrophique pour le pays vannetais de voir disparaître ainsi 200 emplois.

Vannes a durement ressenti ce mauvais coup du patronat! Et les travailleurs et travailleuses vannetais sauront réagir pour que cette lutte devienne en Bretagne un îlot de résistance au pouvoir.

Guiho J.-Y.

L'agonie du port de Nantes

LE laisser-faire dans l'aménagement va-t-il conduire à l'extinction du port de Nantes, sans que pour autant celui de Saint-Nazaire puisse jouer pleinement son rôle? De toute évidence, il manque un grand projet d'aménagement rationnel à la Basse-Loire. Ce projet devait tenir compte à la fois de l'approvisionnement en eau douce, des conséquences de l'exploitation du sable de Loire, de l'avenir des zones humides riveraines et des marais proches, des conséquences sur la pêche fluviale et maritime, et des exigences des industries de l'estuaire. Le refus de prendre en compte ces différents éléments, en temps voulu, peut compromettre gravement tout l'avenir, non seulement des départements limitrophes mais de la Bretagne entière (1).

Le duel Bordeaux Nantes-Saint-Nazaire

Une étude réalisée à la demande du port autonome de Nantes-Saint-Nazaire, en novembre 1977, avait conclu à la nécessité, pour la survie du port, de la construction d'un terminal à conteneurs à Montoir de Bretagne. Ces conteneurs sont des caissons métalliques pouvant transporter des marchandises industrielles et agricoles autre que le urac.

Le conseil d'administration du port autonome a fait silence pendant deux ans sur cette conclusion, jusqu'à la publication d'une seconde étude par l'OREAM (2). Une partie de l'étude de novembre 1977 avait été supprimée à la demande de Bordeaux, avec le consentement du port autonome de Nantes-Saint-Nazaire. Cette partie traitait du détournement de marchandises de l'arrière-pays de Nantes vers Bordeaux. Des intérêts particuliers étaient en jeu. Le plus grand bénéfice des entreprises de transports et des armateurs. Le ministre des transports de l'époque, Joël Le Theule, ne voyait pas, dans ces conditions, l'utilité de la construction d'un terminal à conteneurs en Basse-Loire.

Les responsables:

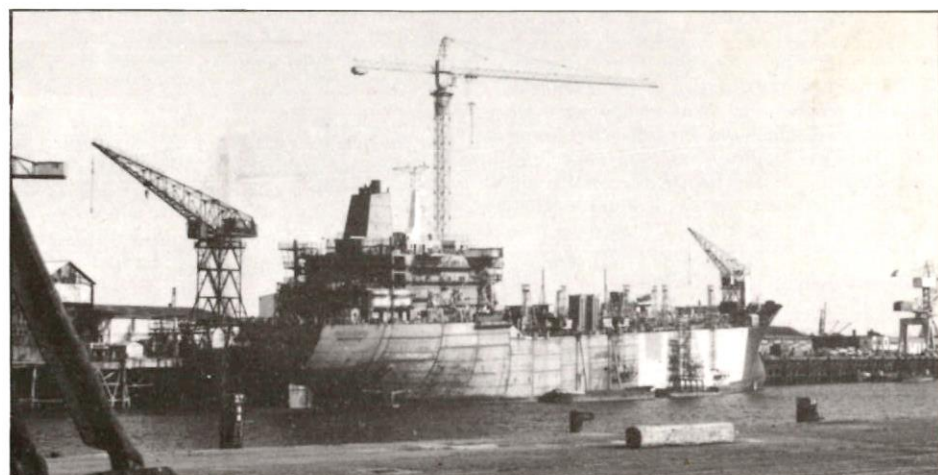
Les membres du conseil d'administration du port autonome:

5 membres de la chambre de commerce de Nantes et 3 pour celle de Saint-Nazaire. Les membres nommés par décret et choisis parmi les représentants de la Société Nantaise des Chargeurs de l'Ouest, du groupe Elf-Aquitaine, de la banque Rothschild, de la Société Soja-France, de la SNCF, de la Compagnie Générale Maritime...

Deux membres seulement sur 24 sont des élus du suffrage universel: un conseiller général de Loire-Atlantique, un conseiller municipal de Nantes, la municipalité de Saint-Nazaire n'étant pas représentée.

Nantes, port maritime et fluvial

C'est un port de fond d'estuaire. Les armateurs ont construit ces dernières années des navires très spécialisés et dont



Le Peuple Breton/M.F.

le tonnage a énormément augmenté. Cette orientation condamne les navires polyvalents inférieurs à 20.000 tonnes de port en lourd. Or, Nantes a toutes les possibilités pour être un port de cabotage très important. C'est d'autre part une nécessité vitale pour la région.

Le port autonome et le ministère des transports excluent l'implantation d'activités portuaires à Nantes. Des faits récents le démontrent de manière incontestable: les quais laissés sans entretien s'écroulent par endroits les uns après les autres.

1979: glissement du quai de l'Aiguillon; effondrement dans la Loire du quai en amont des cales de Dubigeon, entraînant à la dérive le sous-marin qui y était amarré.

1980: fin juillet, c'est le quai Ernest Renaud qui s'effondrait dans la Loire, face aux cales de Dubigeon.

Les techniciens s'attendent à un effondrement du quai des Antilles. Le quai Wilson, lui aussi, effondré sur une petite portion, n'offre plus qu'une sécurité précaire au déchargement des navires. Le maintien de certaines lignes régulières pourrait être remis en cause à brève échéance.

Le quai Dubigeon qui a besoin également d'être réparé n'a plus que 250 mètres de long. Ce qui ne permet que la construction d'un seul navire par an!

Dans ces conditions, il est faux de dire, comme certains tentent de le faire croire, que Nantes «pompe» littéralement sa région au détriment de Saint-Nazaire. Par contre, il est vrai que les décisions concernant le port-autonome, Nantes et Saint-Nazaire sont prises ailleurs. La composition du conseil d'administration du port autonome est à ce sujet bien édifiante.

Une catastrophes évitée de peu...

Lors du lancement de l'Esterel, un car-ferry de 7000 tonnes, on a frôlé la catastrophe le 26 septembre dernier. Le navire, ayant fortement gité avant d'atteindre la Loire, a failli emporter un quai et les 200 personnes s'y trouvant. Malgré son élan, le navire n'est pas venu buter dans les quais Ernest Renaud, déjà effondrés.

La vétusté des quais ne serait pas étrangère à l'incident. Le dragage intensif en Basse-Loire n'a jamais pris en compte les modifications en amont. Ce fut également le cas dans l'exploitation du sable de Loire qui a conduit à l'effondrement des berges. La solidité de plusieurs ponts est menacée sur la Loire, y compris à Nantes. L'affaiblissement des fondations des cales, pourrait être également l'une des conséquences de ce dragage intensif.

Mais la cause essentielle est que ces cales n'ont pas été conçues pour supporter durant la construction des navires aussi lourds.

La CFDT rappelle qu'en 1950, un comité apolitique de défense des chantiers dirigé par le maire de l'époque, Henri Orrion, s'était créé en vain.

Qu'en sera-t-il en mai 1982? On peut en effet se poser la question, car à cette date, le plus gros navire jamais construit à Nantes, sera lancé par les chantiers Dubigeon. Ce sera un paquebot de 12 à 13.000 tonnes, commandé par le Danemark.

Un pont ou un tunnel?

Un tel ouvrage est nécessaire pour contourner Nantes et franchir la Loire au niveau de Cheviré. Les élus de gauche de l'agglomération nantaise sont favorables à la construction d'un tunnel sous la Loire, car il permettrait de ne pas compromettre l'avenir du port. La chambre de commerce de Nantes, par contre, ne cache pas sa préférence pour un pont, à péage, bien sûr. Ce choix, a pour conséquence de condamner le port de Nantes, car les cargos de 25.000 tonnes ne pourront plus remonter.

De mauvaises langues disent qu'ayant obtenu la construction d'un pont, la chambre de commerce et le port-autonome seront plus à l'aise pour abandonner le port de Nantes à son triste sort. Mais il semble que c'est déjà le cas.

Martial Catherine.

(1) et (2) voir P.B. d'octobre 1980, Nantes-Saint-Nazaire un port abandonné par sa région.

(3) Signe prémoniteur: le train-forum était stationné en gare de Nantes, sur la voie «libérée» par la suppression de la ligne voyageurs de Nantes Châteaubriant.

Mirifiques promesses en Basse-Loire

L E neuf octobre, alors que le train-forum patronné par les **Échos et Europe 1** se trouvait en gare de Nantes, un dîner-débat présidé par Olivier Guichard se tenait, en présence des représentants de l'industrie régionale, des grandes administrations et de quelques élus. On y a bien mangé, merci...

André Giraud, ministre de l'industrie y a été de son petit couplet. Pour lui, la Basse-Loire, c'est d'abord un accroissement régulier des créations d'entreprises; c'est aussi un atout énergétique avec la conversion au charbon de Cordemais 1. La construction du Terminal méthanier, la confirmation de l'implantation nucléaire au Pellerin; c'est enfin, en dessert, la nouvelle tarte à la crème des industries du futur (ça évite de parler trop longtemps du présent...): exploitation des richesses minérales et vivantes de l'océan, orientation agro-alimentaire, aéronautique et espace, électronique de pointe...

Et comme pour joindre le geste à la parole, le PDG de Matra-Harrio Semi-conducteurs annonçait la création de 380 emplois nouveaux dans son usine de Nantes (mais sans préciser l'échéance). En fait, l'usine vient à peine de démarrer avec 110 personnes. Il est prévu d'embaucher 7 à 8 femmes par mois en 1981 pour atteindre un effectif total de 260 personnes en fin d'année. Cela n'a pas empêché 2000 candidates de se précipiter à l'embauche pour un salaire de 3000 F par mois: c'est ce que la presse a souligné, sans doute, en titrant: «**Nantes confirme sa vocation électronique**».

André Giraud signala, à tout hasard et pour faire bonne mesure, l'installation à Guérande de Benson, deuxième firme mondiale en dessin automatique. Elle emploiera 250 personnes... dans quatre ans.

De quoi se plaint-on? Lionel Stoleru, lui aussi appelé à la rescousse, a manifesté un

très grand optimisme pour l'avenir de la Basse-Loire.

Mais les réalités appellent à moins de lyrisme. L'UD-CFDT, par exemple, a rappelé que la politique industrielle du gouvernement avait conduit à la perte de 12.000 emplois industriels en cinq ans, et que nombre de projets tout aussi mirifiques, n'ont eu aucun début de réalisation: Renault, Atlas, voire le complexe sidérurgique promis par Chaban Delmas...

Giraud a également oublié de préciser que la modernisation de la raffinerie de Donges entraînera progressivement la suppression de 500 emplois. Dans le même temps, les usines Braud licencient 100 personnes à St-Mars-la-Jaille, (et 250 à Angers). A Guérande UGECOP (Biderman) a fermé au début de l'été, entraînant la mise en chômage de 230 personnes, soit environ ce que Benson, pourrait créer en quatre ans (si tout va bien...).

Le taux de chômage en Loire-Atlantique est de 9,7% par rapport à la population active, ou de 11,6% par rapport à la population salariée, pour septembre 80. Ce même mois, il y avait 37.768 demandes d'emplois pour seulement 1678 offres.

Au port autonome, de Nantes-Saint Nazaire, on est sans doute en dépit de l'optimisme affiché, plus inquiet. Surtout depuis la réunion avec la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie du Mans, fin octobre. Il s'agissait de convaincre les exportateurs d'utiliser le port de la Basse-Loire. Sur les vingt exportateurs sarthois invités, deux seulement s'étaient déplacés. Pour dire qu'ils étaient fort sceptique tant que l'autoroute le Mans-Angers et le TGV ne seront pas des réalités...

Est-il alors subversif d'évoquer la liaison rapide Nantes-Saint Nazaire qu'on espère pour... l'an 2000?

Martial Catherine.

QUAND LES ELUS DU PAYS DE LA MEE S'INTERROGENT

Les maires et adjoints des 53 communes de l'arrondissement de Châteaubriant se sont réunis dernièrement à Moisdon la Rivière. Largement apolitique, l'assemblée était présidée par le célèbre député-maire non inscrit Hunault. On ne pouvait guère, dans ces conditions s'attendre à ce que les causes profondément politiques du malaise local soient abordées.

Selon les élus, avec 2906 demandeurs d'emplois, le pays de la Mée verrait le chômage marquer le pas. Il est vrai qu'on est en Loire-Atlantique qui détient pas mal de records en la matière: au royaume des aveugles...

S'il y a eu créations d'entreprises dans la région ceci n'a pu se faire que grâce aux larges subventions et avantages fiscaux qu'ont consentis les communes aux chefs d'entreprises. De plus, ces nouvelles entreprises entrent en concurrence et mettent en difficulté des entreprises anciennes qui, elles, paient les taxes dont le produit est reversé aux entreprises nouvelles. L'installation de nouvelles entreprises a donc paradoxalement pour effet la regression des industries anciennes.

On a aussi, bien sûr, abordé la question de l'aménagement de l'axe routier Rennes-Nantes. On sait ce qu'il en est, et l'importance cruciale de cette route pour le pays de Châteaubriant, surtout depuis la suppression de la liaison ferrée.

Nos bons notables ont eu quelques lueurs. Ainsi, le maire de Héric s'est-il demandé «**s'il y a bien une volonté politique de la réaliser**». Quant à Monsieur Lebossé, il déclarait même: «**Ne veut-on pas briser les velléités d'union entre les deux régions de Bretagne Pays-de-Loire pour qui cette liaison est indispensable**».

Mais ceci n'est pas de nature à mettre fin à leur allégeance et c'est du côté du «grand-ouest» qu'ils préfèrent tourner leurs regards.

Le déclin industriel de la Basse-Loire, le fait qu'il n'y a plus dans notre département d'entreprise de plus de 500 employés relevant du capitalisme local rendent cette ambition risible.

René Martin.

LE THEULE OU HOFFEL, QUI PREFEREZ-VOUS ?

C'est Daniel Hoeffel, récemment nommé à ce poste, qui est venu prendre contact avec les différentes professions de la pêche, et ses nombreux problèmes. Ceux-ci demeurent, aucune amorce de solution n'ayant été apportée à l'issue du conflit de la pêche, cet été. A Lorient, le grand chalutage, au-dessous du seuil de rentabilité, est en train de disparaître peu à peu. A Etel, Concarneau, le renouvellement de la flotte de moyen tonnage est très insuffisant. Les quotas dans les eaux communautaires sont en voie de réduction.

C'est dans ce contexte très difficile que Pierre-Yves Dhelemmes, président des armateurs de pêche hauturière, a demandé officiellement que la Bretagne soit admise au rang de région de pêche européenne prioritaire, au même titre que l'Ile de Man, l'Ecosse et l'Irlande. C'est une nécessité prioritaire pour la Bretagne et l'avenir de ce secteur d'activité.

Si la visite du nouveau ministre a été appréciée, et bien que — fait nouveau — le dialogue ait été possible, il n'y a eu aucune réponse positive aux problèmes posés. Monsieur Hoeffel n'a rien annoncé que l'on ne savait déjà. Il espère que la possibilité d'aboutir à un accord équitable avant la fin de l'année, et ajoute que des concessions sont nécessaires! C'est le statu quo, comme il le dit lui-même, dans la ligne des mesures Le Theule.

C'était à prévoir, et il n'y a vraiment plus la moindre illusion à se faire sur la politique du pouvoir. Un coup très grave a été porté aux revendications des pêcheurs, à l'existence des pêches bretonnes. L'absence de réactions syndicales le confirme. Et, fait ô combien significatif, absence de réactions de la part des partis de la gauche hexagonale. Seule l'UDB a réagi! La pêche bretonne deviendrait-elle exclusivement une revendication autonomiste?

BAR - RESTAURANT

« Chez Denise
et Roger »

M. & Mme Roger ADAM

REPAS OUVRIERS ET REPAS SUR COMMANDE

23, rue de Kérampont - 22300 LANNION

Téléphone : (96)37.00.03

PLOVAN : On reparle du village de vacances...

DANS le Pays Bigouden, le tourisme n'a pas fini de défrayer la chronique, si du côté de Ste Marine, le projet de Base littorale de nature et loisirs commence à se concrétiser sans pratiquement d'opposition, il n'en est pas de même à Plovan pour l'implantation d'un Village de Vacances.

Dans cette commune, en effet, le comité de défense donne au maire du fil à retordre.

Quelles sont les données du problème? Une quinzaine d'hectares de terre pour la majeure partie de bonne valeur agricole, le reste se composant de paluds, sur lesquels des promoteurs immobiliers (en premier lieu Invest-Plan de Belgique, ainsi que d'autres dont un Suisse), comptent édifier quelque 200 maisons entre le bourg de Plovan et la mer.

Outre la perte de terres agricoles, l'afflux saisonnier d'un millier d'étrangers dans cette commune de moins de 800 habitants, le déséquilibre écologique dans ce secteur de la baie d'Audierne riche au point de vue ornithologique, ce complexe, premier du genre par sa nature (gros capitaux privés) et sa taille, risque fort de sonner le glas d'un pays bigouden encore vivant et attachant.

Pour le maire de Plovan, ardent défenseur du projet, ce village des « **un sacré pari sur l'avenir** »; il y voit une manne apportant richesse et bonheur à ses administrés.

Qu'il aille donc se renseigner sur les bienfaits économiques de tels complexes dans les sites déjà accaparés: combien de jeunes? Quelle vie en dehors de la saison touristique si courte par chez nous, quelle vie pendant la saison estivale?



Le Peuple Breton

Quand L. Cleac'h lève la masse, c'est pour la bonne cause :

Manifestation symbolique contre l'implantation du village...

Les emplois promis n'existent que dans l'imagination des notables au service des promoteurs.

Parmi les propriétaires des parcelles convoitées, un jeune agriculteur se refuse à vendre. Que fait le maire? D'urgence, un POS et les terres en question se retrouvent classées à urbaniser dans un plan d'ensemble et le tour est joué. Le comité de défense ne l'entend pas de cette oreille, après des demandes d'explication, des réunions, a mis en lumière le jeu truqué de l'élaboration du POS: une manifestation symbolique regroupant une bonne centaine de

personnes sous l'œil intéressé des gendarmes du coin, a eu lieu le samedi 24 octobre, pour clôturer le champ appartenant à l'agriculteur qui tient à conserver son outil de travail.

Il est à signaler qu'alors qu'en Bigoudenie en général, le nombre de jeunes agriculteurs a très fortement chuté, à Plovan au contraire, ce nombre a doublé depuis 10 ans. Quel meilleur exemple de créations d'emplois, quand on sait qu'en aval et en amont des agriculteurs, beaucoup sont concernés?

Section UDB de Pont-l'Abbé.

DU NOUVEAU A LEMEZEC : UN COLLECTIF DE RESISTANCE AU PROJET

«Si ils ont décidé de le faire, ils le feront!»

Faut-il se résigner comme on aurait tendance à le faire ces mois derniers sur les bords de l'Aulne? Beaucoup sont désespérés face au «forcing» des hommes du pouvoir et face à leur «bluff»: le couteux sénateur Le Jeune, cheville-ouvrière du projet, l'imprévisible Jean Rohou, dont la dernière trouvaille est de faire le barrage plus en amont «dans les Côtes-du-Nord» pour épargner quelques champs de ses supporters...

Il faut le reconnaître, du côté de Scrignac ou de Poullaouen, la résistance n'est plus ce qu'elle était. N'est-ce pas Plogoff qui veut cette année morose 1980!

Pourtant, il y a des raisons de ne pas se résigner: le vote par la majorité du Conseil Régional d'une trentaine de millions de centimes pour la mise à l'étude du projet de barrage n'est guère plus qu'une manœuvre de l'équipe Le Jeune-Rohou et du préfet. La commission

départementale de l'eau, nouvellement mise en place, et qui doit statuer sur le projet reste très hésitante. L'Agence du Bassin Loire-Bretagne qui doit financer pour au moins un tiers ce gigantesque chantier est, pour l'instant, hostile. Rien n'est donc joué. Barrage ou pas, c'est notre affaire.

Il y a surtout les arguments déjà avancés contre ce barrage qui va noyer 200 ha, faire disparaître plusieurs exploitations et «geler» cette région du Centre-Bretagne. Pour qui et pour quoi? Pas pour la région qui n'a pas besoin de cette eau (Carhaix notamment, riveraine de l'Hyère au débit plus régulier). Pour le tourisme, dit-on, dans le Sud-Finistère... Surtout pour Plogoff, les liens entre EDF et le Syndicat de l'Aulne présidé par Le Jeune étant avérés. Pour les groupes qui comme la CGE spéculent sur l'eau et font des profits sur le dos des consommateurs.

Les arguments avancés en faveur du barrage par ses défenseurs sont démagogiques: 500 emplois pour Poullaouen, dit Rohou (alors que 5 personnes travaillent sur le chantier

identique du Drennec en Commana), du tourisme, un plan d'eau... Aucun ne tient.

Il faut remettre en cause la politique de l'eau du pouvoir et des notables, en place. Il faut refuser de noyer l'intérieur pour mieux nucléariser le Cap ou pour abreuver la côte.

C'est dans ce sens que l'UDB a estimé nécessaire de relancer l'action. La population de Lemezec, isolée, vieillissante, peu nombreuse, risquait de se sentir lâchée (vu notamment les revirements des élus PCF et PS). Il fallait faire front, mettre en commun les énergies qui s'opposent au déménagement de cette région.

Un collectif a donc été mis sur pied en novembre. Il regroupe l'UDB, l'APPSB, l'ADPOBLE (opposant paysans de Lémézec), la FDSEA, la CFDT, le CLIN ainsi que les APP de la région concernée. D'autres organisations devraient y adhérer. Une série d'actions spectaculaires est envisagée pour les mois à venir. Nous en reparlerons.

F.F.

La bombe à neutrons, un pas décisif vers le cataclysme...

La «bombe à neutrons» quitte peu à peu, mais de manière semble-t-il décisive, le silence pudique qui entoure sa préparation. Le 26 juin dernier, Giscard a admis que depuis 1976, les études sont amorcées en France pour sa mise au point et la campagne pour la faire admettre dans l'opinion a pris le départ à la télévision le 18 novembre.

La bombe à neutrons, dans la panoplie nucléaire, c'est un petit bijou: arme «à rayonnement renforcé» comme on l'appelle dans le jargon des stratèges, elle va donc tuer beaucoup et détruire nettement moins. A puissance de mort égale, ses effets destructeurs seront quatre à cinq fois plus faible que ceux d'une bombe classique. De plus, la plupart des victimes ne seront en fait que des morts en sursis; irradiés, ils mettront des mois, voire des années avant de rendre l'âme et cette armée d'agonisants sera, pour le pays attaqué, une charge et un dilemme bien plus insupportables qu'une destruction immédiate. Le rêve, en somme...

D'autant plus que la petite merveille en question (qui coûtera quand même quelques 25.000.000 de nouveaux francs l'exemplaire...) devra forcément être la propriété privée des militaires. En effet, son utilité première, sinon unique, c'est d'arrêter, à raison d'un tir tous les deux kilomètres, les chars russes déferlant à travers les vastes plaines d'Europe Centrale. Il s'agit donc de tirer vite, sans attendre la décision politique «d'appuyer sur le bouton». C'est ce qu'on appelle, toujours dans le jargon, une arme «tactique»...

C'est en tous cas, le chaînon manquant entre les armements conventionnels et les armes nucléaires; c'est à ce titre l'engin qui gomme la distinction entre guerre classique et guerre atomique. On mesure immédiatement le risque.

Et l'on découvre aussi les véritables raisons des hommes politiques et des états. Si Carter a renoncé, en avril 1978, à produire l'arme neutronique, ce n'est bien sûr pas en vertu d'un pacifisme qu'il n'a guère démontré par ailleurs. En confier l'usage aux généraux des troupes de l'OTAN en Europe, c'était sûrement se dessaisir d'une fraction importante de pouvoir au bénéfice d'une armée dont la guerre du Viet-Nam et quelques autres aventures n'ont pas précisément démontré la fiabilité. Et, puis, à bien y réfléchir, la bombe à neutrons, même sur le plan militaire, ce n'est pas la panacée et il existe d'autres armes anti-chars aussi sûres, ou presque, et beaucoup moins chères (100 à 200 fois pour un missile classique)... Quant à l'URSS, les données stratégiques font que l'arme



neutronique n'aurait pour elle qu'un intérêt tout à fait marginal.

Dans ces conditions, quelle est l'origine de la décision giscardienne de développer les études sur la bombe à neutrons et, d'ici deux ans, d'en décider vraisemblablement la production en série?

D'abord, sans doute, le renoncement à une défense tous azimuts au bénéfice d'une stratégie tournée avant tout contre l'URSS. Et puis, aussi, le

LIBERTY BAR - SNACK

Consommations de 1^{er} choix
Musique tous les soirs
Tél. (98)40.90.92
3, rue Jacques-Cartier
35400 SAINT-MALO

glissement de la politique nucléaire, de la dissuasion seule à des versions plus offensives.

Et, au premier chef, une abdication devant les militaires. Ceux-ci ont réalisé leur unité en faveur de la bombe à neutrons plus pour des questions de pouvoir que d'efficacité. Les missions qu'ils lui assignent, en plus de la lutte anti-chars, sont peu crédibles: mise hors d'état d'aérodromes ennemis et défense anti-aérienne à basse et moyenne altitude. Le véritable intérêt que les militaires français (comme ceux d'autres pays...) portent à la bombe à neutrons, c'est qu'elle leur donne une véritable pouvoir sur l'arme nucléaire, qu'elle leur donne le droit de déclencher une guerre nucléaire. Carter a résisté à ses militaires. Probablement, car en ces domaines les secrets sont bien gardés, Giscard a cédé aux siens.

Le résultat est préoccupant. Car la bombe à neutrons, c'est la banalisation du risque nucléaire. Faire passer, comme le font actuellement les responsables nucléaires de l'armée ou du CEA, la bombe à neutrons pour une arme uniquement défensive n'est pas sérieux. Intégrée à un système stratégique conventionnel, l'arme neutronique sera forcément utilisée, pour la défense comme pour l'attaque. Et il est illusoire de croire qu'un conflit entre grandes puissances utilisant l'arme nucléaire — même neutronique — puisse rester limité. La France elle-même l'admet puisque Giscard, en termes choisis le 26 juin, et depuis le général Vanbreemsch de manière plus brutale, ont affirmé que toute attaque nucléaire du territoire français, serait-ce par une seule tête, entraînerait une riposte stratégique, donc totale.

Ceci, selon Franck Barnaby, qui dirige à Stockholm un institut de polémologie qui fait autorité pense qu'un tel processus est d'ailleurs mécanique: «tout utilisation d'une arme nucléaire aboutirait, par escalade à la guerre nucléaire mondiale pour laquelle l'ensemble des armes nucléaires disponibles, qu'elles soient tactiques ou stratégiques, seraient utilisées» (1).

Il est certain également que la mise au point de ce genre d'armes nouvelles, miniaturisées et a-priori moins cataclysmiques est un facteur de dissémination nucléaire. L'arme nucléaire se banalise, devient en somme à la portée de toutes les bourses. La France, dont la position de pointe concernant les surrégénérateurs «civils» producteurs de plutonium est déjà favorable à une telle dissémination, fait un pas de plus dans cette direction.

La solution classique que le capitalisme emploie pour résoudre ses crises, c'est la guerre (2). Il est possible, sinon probable, que, si nous ne sommes pas encore en guerre pour résoudre une crise qui dure plus que les autres, c'est que la puissance destructrice des armes thermonucléaires ne permettrait plus aucun recul. La bombe à neutrons, associée à un arsenal mondial dont la sophistication grandit de jour en jour, fait faire à la probabilité déjà grande de conflit majeur un accroissement décisif.

J. Guéguénat.

Le nucléaire : rien ne va plus...

C'EST ce que reconnaît le bulletin Eurofocus, qui exprime officiellement le point de vue de la Commission des Communautés Européennes.

La capacité totale du parc nucléaire (c'est-à-dire de l'ensemble des centrales existantes) de la Communauté Européenne a augmenté de près de 11% au cours de l'année 1979: c'est ce que révèlent les derniers chiffres fournis par l'Office statistique de la Communauté.

Cependant, comme les dernières unités construites n'ont pas encore pu être utilisées à leur plein rendement, la participation du nucléaire dans la production totale d'énergie électrique, qui était de 10,5% en 1978, n'a que très peu changé en 1979, atteignant 10,8% pour l'ensemble de la Communauté.

Toujours en 1979, l'Allemagne était le plus important producteur d'énergie électrique d'origine nucléaire de la Communauté. Sa production avait atteint 39,8 milliards de kwh, soit 31% de la production communautaire globale. La France occupait la seconde position avec 38 milliards de kwh, contre 29 milliards seulement l'année précédente. Et l'on s'attend à ce que la production française ait encore augmenté de 50% en 1980. Toutefois, en proportion de la production totale d'énergie électrique, le nucléaire comptait pour 16,4% dès 1979 en France, alors qu'il ne représentait qu'un peu plus de 11% en Allemagne.

Dans les autres pays membres, la production nucléaire a stagné ou régressé. En Italie, elle a même enregistré un recul de plus de 40%. Cette baisse est due au fait que toutes les centrales italiennes ont observé des arrêts de production pour raisons techniques, arrêts variant entre 4 et 12 mois. Dans l'ensemble de la Communauté, on comptait 44 centrales nucléaires en 1979 contre 27 cinq ans plus tôt. Treize centrales sont situées en France, 12 au Royaume-Uni et 11 en Allemagne. L'Italie en possède quatre, la Belgique trois et les Pays-Bas une seule. L'Irlande, le Danemark et le Luxembourg n'en comptent aucune.

Le recours à l'énergie nucléaire est jugé indispensable par les autorités de la Communauté Européenne, pour diminuer notre dépendance à l'égard des importations pétrolières. Mais la Commission européenne préconise également la consultation et une meilleure information des populations concernées, de même qu'elle juge nécessaire de prendre un maximum de précautions pour garantir leur sécurité et la protection de l'environnement.

Il est probable que le développement des centrales nucléaires continuera à se heurter à une vive opposition de la part d'une fraction de la population, tant que certains problèmes techniques importants, tels que celui de l'élimination des déchets radioactifs, n'auront pas été résolus de façon satisfaisante, reconnaît-on à Bruxelles.

La confiance accordée par la France au tout nucléaire ne semble pourtant pas ébranlée par des chiffres qui montrent que la construction massive de centrales n'augmente que très faiblement, finalement, la production d'électricité d'origine nucléaire...

ON VA ÊTRE PROTÉGÉS!

Le conseil général du Finistère veille sur notre sécurité: il vient de voter, dans son budget supplémentaire 1980, la construction d'un nombre impressionnant de gendarmeries.

Qu'on en juge:

Travaux à la caserne de gendarmerie de la Tour d'Auvergne à Quimper: 543.305 F.

Construction de la caserne de gendarmerie de Plouzané: 2.500.000 F.

Extension de gendarmeries (sans précision): 120.597 F.

Extension de la caserne de gendarmerie de Bannalec: 471.911 F.

Extension de la caserne de gendarmerie de Landivisiau: 218.793 F.

Extension de la caserne de gendarmerie de Sizun: 922.902 F.

Construction de locaux techniques à la caserne de gendarmerie de Saint-Pol-de-Léon: 854.522 F.

Construction de la caserne de gendarmerie d'Audieme: 1.716.362 F.

Construction de la gendarmerie de Pleyben: 1.725.479 F.

Construction de la gendarmerie de Moëlan sur Mer, enfin...

Soit nettement plus d'un milliard d'anciens francs au total: ça, au moins, c'est de l'argent bien placé! Il est vrai qu'à côté du barrage de Lémézec (32 millions de francs) et de la centrale de Plogoff (?), un milliard ancien, c'est peu. Mais tout ceci ne serait-il pas un peu lié?

(1) La recherche, novembre 1980.

(2) Le Peuple Breton, n° 194, février 1980 «Bruits de bottes».

QUAND LA C.F.D.T. DES «PAYS-DE-LOIRE» SE SENT BIEN DANS SA PEAU...

C'est le titre d'un dossier paru dans «Syndicalisme-Hebdo» à l'occasion de la venue d'Edmond Maire à Nantes le 4 septembre sur l'invitation de l'Union Régionale Interprofessionnelle de la région-bidon. Lors de la loi du 5 juillet 1972, mettant en place les «établissements publics régionaux», un grand mouvement de restructuration s'est engagé comme si les jalons avaient été posés d'avance. Associations, groupements, amicales, sociétés se sont alignés sur le nouveau découpage du territoire français. La CFDT, s'est empressée, suivie de la CGT, de regrouper l'U.D. dans la cadre géographique «démodoriquement» imposé comme chacun sait par le Gouvernement

Où la mission préfectorale des Pays de Loire trouve des supporters inattendus —

L'auteur — qui n'a pas signé — use de contre-vérités scandaleuses pour asseoir l'idée de l'homogénéité de cet espace bâti de chaque côté d'un fleuve qui sert de prétexte. Un prétexte que ce même auteur n'oserait pas avancer en ce qui concerne le Rhin. Vérité d'un côté, erreur de l'autre, pourvu que cela arrange.

Nous avons, dans de nombreux numéros de notre journal, condamné les arguments officiels, notamment lorsqu'on n'a pas hésité à distribuer dans les écoles un dépliant invitant les enfants à adopter cette «province» inconnue jusqu'ici et jamais assentie par les habitants concernés. La zélée Mission a multiplié les initiatives semblables: prospectus touristiques, tableau des transports de voyageurs, inaugurations, subventions, cérémonies en faveur d'un Orchestre «Pays de Loire», d'un théâtre «Pays de Loire», d'une Histoire des Pays de Loire, d'une géographie des Pays de Loire, etc. La dernière trouvaille en date est la diffusion gratuite de 180.000 exemplaires d'une carte postale aux péages d'autoroutes, dans les syndicats d'Initiatives et les musées.

La CFDT emboîte le pas.

Le refus maladif de la Bretagne aboutit à la déraison. Que lit-on dans l'article incriminé: «Elle (la région) peut paraître hétéroclite comme si elle avait été artificiellement constituée». Cette alliance du rédacteur et du Patronat est confirmée par sa référence, à l'industrie pour démontrer la cohérence de l'assemblage: «Et pourtant, si l'on se penche sur l'histoire industrielle de la région, on s'aperçoit qu'elle repose sur une cohérence». Incroyable position pour un syndicaliste! Mais qui a installé des usines, là où il y avait de l'argent à gagner? Depuis quand les entreprises vont-elles où se trouvent les travailleurs? A quel moment du passé la mobilité de la main-d'œuvre a-t-elle cessé d'être la tarte à la crème des capitalistes?

Sa méconnaissance de l'histoire et de la géographie est insupportable quand il écrit que sa pseudo-région «mordille» sa voisine bretonne. Mordiller? Drôle de mordillement quand on phagocyte la totalité d'un département (950.000

habitants - 700.000 hectares) dont la bretonnité n'a pas soulevé de problèmes pendant 15 siècles et qui en concerne, malgré l'acharnement du Pouvoir plus que des «traces».

Et qui peut faire croire que les 1012 km de la Loire ont été le trait d'union entre l'Est et l'Ouest? Tout le monde a appris à l'école que le fleuve ne fut et n'est navigable actuellement que sur une portion limitée de son cours. La liaison Nantes-Angers ne se fait pas pendant des étés trop secs. Il ne reste donc que l'embouchure formant le port autonome de Nantes-St-Nazaire, c'est-à-dire 50 kilomètres. Le journaliste s'enfonce un peu plus dans le ridicule quand il affirme: «qu'au XV^e siècle, le roi qui vivait en Anjou, empruntait la Loire pour... rendre visite aux autres Etats». Tout d'abord, les «visites» du roi de France avaient un caractère très particulier: elles se manifestaient par des coups de canons et d'arquebuses. Et «sa gracieuse Majesté» aurait risqué sa précieuse vie en se présentant aux portes de Nantes en bateau? Seconde observation: puisqu'il faut vivre avec son temps, pourquoi tirer arguments de faux événements anciens alors qu'on repousse sans appel toute preuve de l'authenticité bretonne de la Loire-Atlantique basée sur des faits lointains?

Notre auteur anonyme aurait eu également intérêt à s'inspirer de l'ouvrage d'Henri Touchard «Le Commerce breton à la fin du Moyen Age». Il eût évité cette autre ineptie: «Il faut attendre les grandes découvertes de la navigation pour voir Nantes remplir sa vocation de cité tournée vers la mer». Il y verrait qu'avant les grandes découvertes de la navigation, Nantes était fréquentée par toute l'Europe du Nord, et que les routes maritimes servaient principalement de liaisons entre tous les Bretons, depuis St-Malo jusqu'à l'entrée de

la Loire en passant par Paimpol, Morlaix, Le Conquet, Concarneau, Vannes pour ne citer que quelques ports parmi les plus actifs. Pourquoi cela? Parce que les voies terrestres et les rivières étaient dangereuses et peu praticables.

Contrairement à ce qu'il prétend par ailleurs, même au 20^e siècle, la prospérité de Nantes n'a pas pu rejaillir sur la Sarthe et la Mayenne, car ces départements sont plus près d'autres centres économiques que de notre ville. Les liens traditionnels restent très étroits entre la Loire-Atlantique et les autres départements bretons sans pour cela nier les rapports avec la Vendée et la partie choletaise du Maine-et-Loire. C'est ce qu'avait révélé l'enquête demandée par la Préfecture et les notables de la Chambre de Commerce, à R. Caillot, d'Economie et Humanisme, et qui fut rapidement étouffée.

Le Vieux démon de «l'anti-bretonisme» redresse la tête.

La poursuite de la lecture de ce dossier nous permet d'atteindre une élucubration qui dépasse l'entendement: «En 1842, l'ouverture du Canal de Nantes à Brest met la Bretagne en relation avec le bassin de la Loire». Stupéfiante affirmation! Où était donc la partie maritime de la Loire au 19^e siècle? Le voilà le coup de la Bretagne repliée sur elle-même, tellement repliée qu'elle en perd un morceau! Heureusement, le canal est là pour que le morceau perdu lui redonne un peu de vie. Il est vrai que, pour l'auteur, sans doute, il a toujours appartenu à une antique province, appelée les Pays de Loire. C'est ce qu'affirme avec une tranquille assurance, l'habile comédien qu'est Olivier Guichard, l'actuel Président du Conseil Régional. En fait de Bretagne réduite, au fond d'un cul-de-sac continental, notre référence à l'historien H. Touchard



Ce panneau «Bienvenue en Bretagne» était situé à la limite du Maine-et-Loire et de la Loire-Atlantique, indiquant bien que ce dernier département est breton. Dernièrement, ce panneau a disparu. Il sera peut-être remplacé par un autre «Bienvenue dans les Pays-de-Loire».

permet de comprendre ce qu'il faut en penser. Et si cela ne suffit pas, la planisphère répond: sur toutes les mers du globe les navigateurs bretons ont laissé leur nom. Cette prétendue « mise en relation » est une malhonnêteté.

Le fidèle serviteur du centralisme capitaliste se pâme d'aise devant le « miracle » du chemin de fer qui mit Nantes à 10 heures de... la ville-lumière. Pris par le merveilleux pouvoir de Paris sur des populations entières tournées vers lui, l'auteur en a oublié le drame de milliers de familles misérables qui, du Sud-Finistère à l'ouest de la Loire-Atlantique se sont ruées vers la nouvelle ligne Quimper-Paris pour attendre... Nantes et former le quartier populaire de Chantenay si cher à Morvan Lebesque.

C'est en pensant à cet exode — qui se poursuit aujourd'hui — que l'auteur aurait pu expliquer l'écart démographique « considérablement creusé » entre notre département et la Mayenne.

Une conscience de classe gangrénée

Le comble de la fausse clairvoyance est de s'inquiéter du plan d'occupation des sols pour reconnaître que « l'unité de l'être humain est actuellement émietlée, coupée en tranches de vie sans relations entre elles ». Il aurait été plus conséquent d'appliquer cette analyse aux quadrillages territoriaux devant lesquels il s'incline.

Enfin, prendre la presse bourgeoise

comme point d'appui pour exalter le prétendu « réalisme » de la CFDT des Pays de Loire, est un comble. Que la CFDT soit réaliste sur le plan des luttes à la base dans les usines et les bureaux, nous sommes disposés à l'admettre et certains d'entre nous y participent. Mais que l'on appelle à

son secours ceux-là mêmes qui mettent en relief d'une manière systématique les divisions syndicales et filtrent les événements sociaux au compte-gouttes, c'est un nouvel aveu d'alignement.

Ces inventions ne proviendraient-elles pas de Loire-Atlantique?

En fait, les sources d'information auraient été tirées d'un rapport appelé « Croissance » et cadre de vie dans les Pays de Loire » présenté au Congrès régional de la CFDT à Saint-Jean-de-Monts (85) les 11 et 12 novembre 1976.

Edmond Maire a écrit des pages très proches de nos thèses et tenus des propos fortement pensés sur l'autogestion. On lit dans « Demain l'autogestion »: « ... d'abord maîtriser le développement régional et pas seulement un développement économique ». Et plus loin: « Il est nécessaire de faciliter pour chaque région, chaque collectivité, la création de sa propre personnalité, de sa propre identité ».

Est-il nécessaire, pour « créer sa propre personnalité » de commencer par la démolir? Accepter les Pays-de-Loire — et la CFDT a sa part de responsabilité dans la création de l'hybride — c'est s'opposer, pour le cinquième de la Bretagne à ce développement de la personnalité souhaité par Edmond Maire!

Aldrig Russon.

ON PEUT PARLER ?

Sur le sujet, il existe d'intéressantes divergences entre unions régionales CFDT de Bretagne et des Pays de Loire. En effet, lors de son congrès de Guidel, en novembre 75, l'union régionale de Bretagne CFDT s'était prononcée très nettement pour la Bretagne à cinq départements. Or, dans le rapport général préparatoire au congrès de Morlaix, en novembre 1978, Robert Caradec signale le refus d'un simple échange de vue, sur ce problème de la part de l'U.R. des Pays de Loire! Il aurait fallu que l'U.R. de Bretagne donne les raisons économiques, syndicales, politiques et culturelles justifiant une telle position. C'était vraiment inverser les problèmes en toute mauvaise foi.

Depuis le débat semble dur pour la CFDT. Pourtant, Robert Caradec, à la fin de son rapport, estimait que c'était une question qui « d'ores et déjà prend chaque mois plus d'importance et à laquelle la CFDT se doit de répondre ». On attend toujours la réponse...

Après l'annonce de 224 suppressions d'emplois, la lutte s'organise à l'Union des Coopérateurs de Bretagne

Nouveau coup dur pour l'emploi. A la Coop-Bretagne, qui emploie 1550 salariés, dont 700 à Lorient où se trouve le siège, et qui possède des magasins dans les cinq départements bretons, dans trois hypermarchés à Lorient, à Fougères et à Saint-Nazaire, la direction veut imposer l'austérité aux travailleurs.

Le six novembre dernier, le conseil d'administration de l'UCB approuve un plan de restructuration, présenté par la direction, et destiné, paraît-il, à assainir la situation financière déficitaire de l'entreprise.

Le plan en question n'y va pas de main morte! Il prévoit la suppression de 224 emplois, dont 48 pré-retraites, la fermeture d'une quarantaine de magasins et le blocage des augmentations de salaire, qui sont pourtant pour la majorité au niveau du SMIC. Le conseil d'administration prévoit la fermeture de 29 magasins (12 superettes et 17 magasins de proximité), et la vente de 12 autres (3 superettes et 9 magasins de proximité). En tout 115 licenciements à Lorient, 43 à Fougères, 41 à Saint-Nazaire et 25 à Brest!

Unanimes, les syndicats refusent ces mesures qu'ils considèrent comme un plan de démantèlement de la Coop-Bretagne. Ils mettent en cause la direction de l'UCBV et sa mauvaise

gestion. La CGT, en particulier, qui est majoritaire dans l'entreprise, pense que des mesures prises sur le dos des travailleurs ne résoudront pas les difficultés de la Coop. Ce n'est pas en licenciant des centaines de travailleurs qu'on améliorera la situation, alors que le manque d'effectifs, évident dans tous les services et les magasins, se traduit par des conditions de travail déplorables et une dégradation continue du service rendu à la clientèle.

En réalité, la direction de l'UCB n'est pas à son premier essai puisqu'en février 1978, elle présentait un plan d'une quarantaine de licenciements qui a été totalement repoussé et qu'en octobre de la même année, elle entendait imposer 92 suppressions d'emplois. A cette époque, la lutte des travailleurs avait réussi à ramener ce projet à une quarantaine de suppressions de postes. Au cours de l'année 1979, une centaine de départs de l'entreprise n'ont donné lieu à aucun remplacement.

L'ensemble des mesures déjà prises avait, paraît-il, pour but de redresser l'entreprise. On voit aujourd'hui quelle en est la réussite!

Quel est le rôle exact joué par le secteur bancaire dans cette affaire? Le souci de rentabiliser au maximum l'argent investi conduit à concentrer les points de vente par la liquidation des

petits magasins. La fédération des Pays de Lorient de l'UDB, en apportant son soutien aux travailleurs de la Coop a également souligné le fait que la dégradation du pouvoir d'achat n'était pas étrangère aux difficultés d'une coopérative de distribution.

Pour le syndicat CGT, l'entreprise est viable sans licenciements par l'application d'une politique de saine gestion comportant entre autre, la relance des investissements et une politique commerciale plus offensive.

Le 13 novembre 1980, les travailleurs de la Coop, à l'appel de leurs organisations syndicales CGT, CFDT et CGC ont manifesté dans les rues de Lorient pour s'opposer aux licenciements qui deviendront effectifs après la réunion des comités d'établissements. La lutte se poursuivra les prochains jours.

Il faut également souligner que ce conflit pose la question du rôle et de l'avenir des coopératives de distribution dans le système libéral. Coïncées par des lois établies dans le cadre d'une économie de marché, les coopératives sont amenées à jouer le jeu du capitalisme et de la concurrence, avec toutes ses conséquences: dans le conseil d'administration de l'UCB, qui a décidé du plan de licenciements siègent plusieurs membres du PS...

J.P. Th.

LE PROBLEME BRETON ...

En Bretagne, régression de 30 % des offres d'emploi dans le secteur Construction bois

En Bretagne, dans le secteur construction bois, le chiffre des demandeurs d'emploi ne cesse de croître depuis plusieurs années pour atteindre aujourd'hui 3500 demandes, alors que les offres ont régressé de 30% en une seule année.

Pour la CFDT qui vient d'établir ce bilan, ces chiffres risquent de s'aggraver par l'effet des mesures restrictives de crédit appliquées par le gouvernement au cours de ces derniers mois.

En ce qui concerne les salaires, la CFDT révèle que 32% des travailleurs du bâtiment et 40% des travailleurs du bois ne touchent pas 3000 francs par mois...



Rennes: Nouvelles mesures de récession chez Citroën

Les quelque 13.000 salariés de l'usine Citroën de Rennes s'inquiètent des dernières mesures prises par leur direction. Alors que la production s'équilibre par rapport à l'an dernier, les salariés déjà touchés par une réduction d'horaire depuis la fin du mois d'octobre, sont soumis à de nouvelles décisions portant atteinte aux conditions de travail et à l'emploi.

Les circuits de ramassage du personnel sont désormais supprimés dans un rayon inférieur à 20 kilomètres de l'usine et des travailleurs célibataires et jeunes mariés se voient proposer une prime au départ de 10.000 F pour quitter Rennes et partir travailler dans les usines Citroën de Metz ou Paris.

Nouvelle application de la mobilité de l'emploi, idée si chère à nos gouvernants.



Fougères: Le groupe Déliviandes ferme son usine

Le groupe Déliviandes qui emploie 275 salariés en Bretagne a annoncé la fermeture de son établissement de Fougères. Cette mesure touche 26 travailleurs.

Spécialisée dans le conditionnement de la viande de bœuf et de veau, l'entreprise n'a pu faire face selon la direction à la hausse des cours de la viande et des matières premières pendant les derniers mois d'environ 20% alors que les prix de vente n'ont pu être réévalués que de 4%.

ILLE-ET-VILAINE

Fougères:

L'École privée d'Infirmières sous le joug de la loi capitaliste.

Aux candidates en recherche de ré-orientation professionnelle, la directrice de l'école d'infirmières de Fougères conseille d'effectuer bénévolement un stage de trois semaines dans un service de l'hôpital local. Ceci pour « connaître le milieu des malades ».

Non seulement ce travail n'est pas rémunéré mais de plus il engage des frais pour ces bénévoles: outre l'hébergement, la nourriture, éventuellement ceux de garderie d'enfant. Bien entendu, ceci sans aucune garantie de pouvoir ultérieurement suivre les cours de l'école, pendant trois ans.

Une telle pratique, qui met en cause l'évolution normale des effectifs, échappe au contrôle de l'emploi. L'ANPE semble en l'occurrence ne pas être informée de cette situation... Dernièrement, le président du CNPF déclarait «Le CNPF fait de l'Innovation, le mot d'ordre de la bataille économique que doivent mener les entreprises»... Le moins que l'on puisse penser est que l'école d'infirmières de Fougères a de l'avance sur de tels préceptes! La directrice, religieuse d'ailleurs, s'avère être un pionnier dans cette voie...

L'école de Fougères, va-t-elle devenir pour un temps, un cabinet de recrutement au travail clandestin? Seules les entreprises de travail temporaire, régulièrement enregistrées ont le droit d'effectuer des prestations de main-d'œuvre.

Ce qui se passe à Fougères devient pratiquement un trafic de caractère négrier, un intérim illégal profitable à l'hôpital surtout face aux carences du Plan Hospitalier Breton!

Une nouvelle illustration de la politique antisociale menée en Bretagne, plus que jamais colonie.

CÔTES-DU-NORD

Le département a perdu près du quart de ses exploitations agricoles en 10 ans

Les Côtes-du-Nord comptent aujourd'hui environ 30.000 exploitations agricoles alors qu'en 1970, 40.000 étaient en activité. C'est le résultat du dernier recensement général de l'agriculture, qui dévoile en outre la chute de l'emploi dans ce secteur qui ne représente plus aujourd'hui que 64.000 actifs, salariés inclus, soit près d'un tiers de travailleurs en mois qu'en 1970.

La moyenne d'âge des actifs est, elle aussi significative de la fuite de l'emploi dans les années présentes et à venir: les exploitants de plus de 50 ans représentent plus de la moitié du total des actifs soit 17.700 sur 30.600.

Que deviendront les terres bientôt libérées par ces exploitants? Adjonctions des parcelles à des exploitations existantes ou reprises par des jeunes agriculteurs désireux de se fixer sur une terre. C'est là tout l'enjeu du redressement démographique et économique en milieu rural.



Le Peuple Breton

DE NANTES A BREST



MOR-BIHAN

L'industrie textile à nouveau touchée: 28 emplois menacés à Locminé

Après la liquidation de biens de la Société Darèges à Vannes, à la fin du mois d'octobre dernier, et le licenciements de ses 172 employés, le sort d'une autre entreprise de textile de la région de Locminé est sur le point de se jouer.

L'entreprise Jacques Bourderon qui emploie 28 personnes sur la zone industrielle de Kerpiche vient d'être mise en règlement judiciaire par le tribunal de commerce de Lorient.

Cette société travaillait en presque totalité en sous-traitance pour Daniel Hechter, PDG de l'entreprise Darèges...

Pas de demi-mesure pour le couturier parisien!

FINISTÈRE

Lutte des travailleurs médico sociaux CGT et CFDT du Centre de Médecine Préventive de Kerigouan de Brest

La multiplication des tâches des travailleurs médico-sociaux (due à l'aggravation du chômage et des conditions de vie à Brest), a entraîné un accroissement du personnel au Centre de Médecine Préventive de Kerigouan. Les bureaux sont surpeuplés et les conditions de travail déplorables.

La Direction des Affaires Sanitaires et Sociales du Finistère avait fait voter par le Conseil Général un budget de 780.000 F en janvier 80 (+ 50.000 en 79), pour l'aménagement de l'ex-gendarmerie de Lambézellec. Celle-ci devait abriter un des services départementaux dont les instructions ministérielles prévoyaient déjà le démantèlement.

La DASS comptant sur le ras le bol des travailleurs médico-sociaux pour les faire aller docilement à l'ex-gendarmerie de Lambézellec. Ce fut une erreur d'appréciation fondamentale. Ceux-ci ne veulent pas faire les frais de cet arrangement qui n'est pas bon marché. Ils doivent et veulent avant tout être près de la population concernée (Lambézellec est largement en dehors du secteur de St-Marc, Port de Commerce, Route de Quimper).

Les personnels du Centre de Médecine préventive, à l'appel de leurs syndicats CGT et CFDT, soutenus par les associations familiales CSF et CSCV de Brest, ont entamé une action auprès des élus locaux, et sensibilise la presse pour obtenir la location d'appartements dans leur secteur en attendant de s'implanter dans le futur Centre Coat ar Guéven.

LOIRE-ATLANTIQUE

Nantes:

Liquidation des biens chez Guillouard: 423 licenciements.

La débâcle de l'emploi se poursuit en Loire-Atlantique. La nouvelle de la liquidation de biens de l'entreprise Guillouard a provoqué la colère des 423 salariés, qui se voient jetés à la rue pour grossir les rangs des chômeurs du département.

La Société Guillouard qui emploie en majorité un personnel féminin fabrique des produits de quincaillerie et d'ustensibles ménagers en plastique. La décision du tribunal de commerce de Nantes est l'aboutissement du fonctionnement de l'entreprise depuis près de quatre ans sous le régime du règlement judiciaire.

Le patronat et les pouvoirs publics avaient envisagé la reprise de l'activité suivant un plan qui prévoyait la disparition d'environ 150 emplois... Le Tribunal de Commerce ne les a pas suivis.

Les mauvaises conditions de travail dans l'entreprise avaient déjà fait l'objet d'un procès retentissant il y a quelques semaines, où une jeune ouvrière mutilée de la main avait attaqué sa direction pour non respect des règlements de sécurité.

Guillouard se situe à proximité de la Sté-Nantaise de Fonderie, placée elle aussi en liquidation de biens il y a 6 mois avec ses 250 salariés...

Côtes-du-Nord:

Des nuages sur l'industrie des algues et du sable

L'usine de transformation d'algues de Penn-Lann à l'Armor-Pleubian va mettre en chômage technique la moitié de son personnel du 28 novembre au 5 janvier 1981. Les produits de cette usine sont utilisés en papeterie et dans l'industrie textile, secteurs où la concurrence étrangère est particulièrement vive.

D'autre part, l'extraction sablière connaît aussi des difficultés, les trois armements sabliers du port de Lannion doivent faire face à une forte diminution des marchés, due à la récession dans l'industrie du bâtiment. Le commerce du sable et du maërl représente encore aujourd'hui la principale activité du port de Lannion.



Le Peuple Breton



Radio-Télé Brezhonneg: De nouvelles actions

R.T.B. a tenu son assemblée générale à Loudéac au mois de Novembre et dénoncé une nouvelle fois l'absence de breton dans l'enseignement et à la radio, «part du pauvre avec 300 minutes par semaine», ou à la télévision «le temps deux fois par semaine de se faire cuire un œuf en dehors de deux émissions bi-mensuelles».

RTB propose deux nouveaux modes d'action en dehors du non paiement de la redevance radio-télé: une manifestation au siège de FR3 à Rennes et un jeûne collectif de 24 heures sur les lieux de travail y compris les universités et les lycées.

Daniel Le Guen :

26,6 % à Chatelaudren

Le dimanche 9 novembre, 3 sièges de conseillers municipaux étaient à pourvoir à Chatelaudren (22).

Les 10 conseillers en place avaient été élus sur une liste défendant « les intérêts communaux », c'est-à-dire sur une liste de droite qui n'osait pas se nommer comme telle !

Cette même liste soutenait le 9 novembre trois candidats.

Face à cette situation, l'UDB décidait de prendre part aux

élections et recherchait des alliances à gauche.

Finalement, seule, l'UDB en la personne de Daniel Le Guen, représentait la gauche, et faisait un score de 26,6% des suffrages exprimés.

Une fois encore, l'UDB prouve ainsi qu'elle est le fer de lance de l'opposition au pouvoir giscardien en Bretagne.

La section UDB de Guingamp.

Du Champagne pour Bigeard

Être minoritaire, ça veut dire avaler des couleuvres. Les élus UDB dans une municipalité doivent donc pour l'instant avoir l'estomac solide. Et ils l'ont ! En effet, je ne crois pas que les conseillers municipaux ou adjoints du parti manifestent souvent un manque de solidarité spectaculaire... Et pourtant certaines pratiques internes ou certaines décisions sont objectivement contraires à nos choix les plus évidents.

A Lorient, en novembre, le Bureau Municipal, a décidé de recevoir les députés de la commission de la défense nationale, Bigeard en tête, sans aucun contact avec les conseillers UDB, simplement informés par le compte-rendu du Bureau Municipal.

De braves gens disent : l'arsenal, fondamental pour l'emploi à Lorient, n'offre plus les mêmes garanties qu'autrefois, et son avenir donne des inquiétudes. C'est vrai... D'autres disent : Bigeard est courageux, direct, gouailleux, voire sympathique. Que ça fasse plaisir ou pas, c'est sans doute vrai.

Mais attention, le problème de la reconversion de l'arsenal vers des activités civiles dans le cadre d'une politique positive du secteur maritime en Bretagne, et dans le cadre d'une autre politique vis-à-vis du Tiers Monde reste posé. D'autre part, que les syndicats, à court terme se battent dans cette période difficile pour contrer la privatisation systématique des secteurs rentables, oui, évidemment même en discutant avec les députés quels qu'ils soient !... Mais pour une municipalité d'union de la gauche, recevoir Bigeard, c'est pousser. Mémère dans les orties, non ?... Enfin, merde, où on va ?

Le souci de l'emploi, c'est notre priorité numéro un (congrès de St-Nazaire), d'accord ! Mais, au fait pourquoi ne pas recevoir le ministre des transports venu s'informer à la même époque de la situation du port de pêche (aussi important et plus menacé que l'arsenal) ? Est-ce à cause de son air un peu froid, un peu « cul gelé » ?... Et puis, sérieusement, quels pouvoirs ont des députés qui apprennent actuellement les principales décisions à la télé ou ailleurs, comme dans le cas de la bombe à neutrons ?

Qu'on le veuille ou non, qu'il le veuille ou non lui-même, Bigeard est un des symboles d'une politique de militarisation à outrance, de colonisation, en Afrique et ailleurs, et de commerce militaire (la France, troisième marchand de canons ne bricole pas dans le genre !). Les tas de cadavres qu'on voit à la télé, ceux qu'on ne voit pas, ceux d'hier, d'aujourd'hui ou de demain, l'Union Démocratique Bretonne ne les arrose pas au champagne.

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

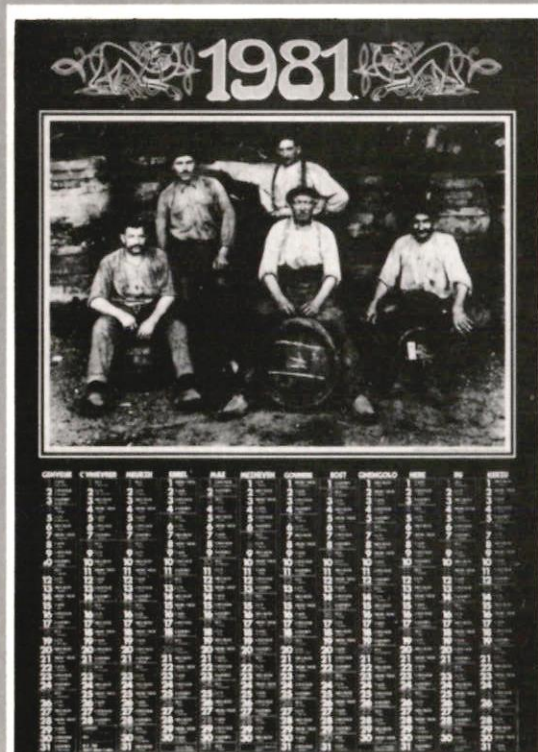
.....
déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A le 19

Adressez ce bulletin (découpe ou recopie) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX

LE CALENDRIER 81 DES PRÉNOMS BRETONS EST PARU !



Un superbe calendrier poster

Tout en breton
13 F, franco, à :

U.D.B., B.P. 304
29273 BREST CEDEX

QUELLE INDEPENDANCE POUR LES NOUVELLES HEBRIDES ?

Les Nouvelles Hébrides? Vanuatu? Le même pays, mais depuis le 30 juillet dernier, la seconde appellation remplace la première car à cette date cette colonie a accédé à l'indépendance. L'événement a sans doute été peu remarqué parce que le pouvoir giscardien n'avait aucune raison de se vanter de cette décolonisation qui s'est faite dans la confusion jusqu'au dernier moment. C'est que beaucoup de gens et d'intérêts sont concernés par le devenir de ce nouveau pays: par Milanésiens interposés, les requins du capitalisme de proie ont été bien prêts de s'entredévorer pour lui...

Les nouvelles hébrides, ou les charmes du colonialisme de grand papa

Découvertes et explorées en 1774, par le capitaine Cook, le célèbre navigateur anglais qui leur donna leur nom colonial, les Nouvelles Hébrides forment un archipel de 13 grandes îles et d'une soixantaine d'îlots. Terres d'origine volcanique éparpillées dans le Pacifique entre la Nouvelle Calédonie et les îles Wallis et Futuna, sans grande richesse dans le sous-sol, les Nouvelles-Hébrides tirent l'essentiel de leurs revenus de la production et de l'exportation du coprah; mais cette matière première est soumise aux aléas spéculatifs des cours mondiaux fixés par les acheteurs dans les pays développés. L'agriculture permet à la population de se nourrir assez aisément mais les grandes distances qui séparent entre elles, les îles grèvent les coûts de collectage et ne permettent guère d'espérer voir un jour des exportations massives de produits agricoles rémunérateurs. Seuls le soleil et la beauté des paysages naturels seraient susceptibles dans l'optique des technocrates capitalistes, de permettre une diversification de l'économie; un homme d'affaires américain de Hawaï a ainsi pu songer à fixer dans l'archipel 5000 Vétérans de la guerre du Vietnam en leur faisant miroiter toutes les distractions imaginables...

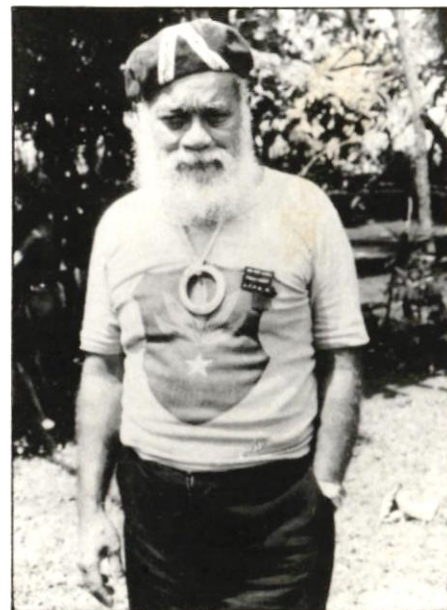
Avant l'arrivée des Européens, les îles étaient exclusivement peuplées de tribus mélanésiennes vivant en étroite symbiose avec la nature: monde humain étonnamment divers puisque pratiquement chaque île, et pour les plus grandes chaque vallée, est peuplée

de groupes aux langues différentes. Leur vie sociale était réglée par la coutume: elle exigeait que pour toutes les décisions importantes l'unanimité se fasse entre les membres de la tribu à la suite de longs palabres, le «tok-tok». L'irruption des blancs à partir du début du XIX^e siècle ruine cette société traditionnelle: les missionnaires des différentes églises convertissent une bonne partie de la population tandis que les colons s'emparent des meilleures terres. Un groupe intermédiaire de métis apparaît bientôt. Aujourd'hui, dans la plupart des îles, les communautés mélanésiennes ont disparu ou ne survivent que dans les zones montagneuses reculées et pauvres. Quelques milliers de «bushmen» vivent encore comme leurs ancêtres, à la fois craints et méprisés par les «civilisés»; leur civilisation est celle de l'homme préhistorique à l'âge de la pierre taillée et leurs armes des massues ou des sagaies.

L'originalité du destin colonial des Nouvelles Hébrides vient de ce qu'aucune grande puissance impérialiste n'accepta de prendre complètement en charge un archipel trop pauvre. C'est à titre individuel ou privé que colons et missionnaires s'y fixèrent, Anglais et Français luttant de vitesse pour évangéliser les âmes et occuper les meilleurs sols. Jusqu'en 1878, Paris et Londres restent inactifs et il faut attendre le 20 octobre 1906 pour que les deux états signent une convention sur les Nouvelles Hébrides. Elle restera valable jusqu'au 30 juillet 1980; un bizarre statut de condominium régit ainsi pendant 74 ans la double colonie. Chacun des deux haut-commissaires en poste dans la capitale, Port Vila, dispose d'une autorité complète sur ses nationaux, mais il ne peut rien faire sans l'accord de son collègue pour ce qui concerne l'administration générale de l'archipel, d'où les disputes dignes de Clochemerle sous les tropiques... Ce statut bancal, qui ignorait totalement les Mélanésiens et leur droit de propriété sur leur propre pays, fut incapable d'assurer le développement des îles et la sauvegarde du mode de vie et de la culture indigènes.

L'éveil de la conscience mélanésienne

L'agression des fascistes japonais à Pearl Harboor en décembre 1941, en



Jimmy Stevens

forçant les USA à participer directement à la guerre mondiale, transforme les Nouvelles Hébrides en une plaque tournante du dispositif américain dans le Pacifique. De 1942 à 1945 plus de 100.000 Gi's résident ou transitent par la grande base aménagée dans l'île d'Espirito Santo, amenant avec eux tous les symboles d'une vie facile que les Mélanésiens découvrent émerveillés. On raconte que Jimmy Stevens, l'un des principaux chefs des «francophones» modérés commence sa carrière comme chauffeur personnel du général Mac Arthur. Après 1945, et le départ, aussi brutal des Américains que l'avait été leur arrivée, les autochtones ne sont pas prêts d'oublier: se développe le «cargo cult» qui apportera les richesses et l'autorité de l'homme blanc... Ce n'est pas un hasard si l'île de Santo a voulu en 1980 se séparer du reste de l'archipel. Des hommes comme Jimmy Stevens ont très bien vu que la richesse américaine pourrait à nouveau s'abattre sur leur île s'ils se donnaient les moyens de l'attirer: les Gi's du temps de guerre seraient seulement remplacés par des touristes et des hommes d'affaires en quête de paradis fiscaux. L'épisode de 1942 à 1945, loin d'avoir provoqué des sentiments anticolonialistes, renforça paradoxalement l'intégration de certains chefs mélanésiens traditionnels qui apprirent à tirer davantage du système colonial.

C'est dans les collèges anglophones ouverts par les missions presbytériennes et anglicanes, puis dans les universités de Nouvelle Zélande ou d'Australie, qu'est apparue la conscience néo-hébridaise moderne. La plupart des hommes politiques de la nouvelle république sont des pasteurs formés à l'anglaise et qui entendent faire prévaloir un modèle d'état centralisateur, sans concession aux particularismes des multiples îles de l'archipel. La meilleure incarnation de ce type d'hommes est le pasteur Walter Lini, l'actuel premier ministre. Sous la pression de cette élite intellectuelle autochtone, les Français et les Anglais durent se résoudre à permettre l'élection au suffrage universel d'une Assemblée Représentative en 1975. Les élections, en 1975 comme en novembre 1979, donnèrent un avantage très net au parti de Lini, le Parti National devenu Vanuaaku Pati (VAP): avec 63% des suffrages et 26 députés sur 39, le VAP dirige seul les affaires et prépare l'indépendance.

Retour au bon vieux temps de l'OAS?

Il est clair pour tous les observateurs que dès 1975, la Grande-Bretagne veut se débarrasser de cette colonie hybride qui lui coûte cher: le meilleur moyen est de lui accorder l'indépendance. Mais Paris ne l'entend pas de cette oreille: prétextant des menaces contre la francophonie et l'insécurité du statut de ses colons (il y a 3200 Français résidents pour une population totale de 112.000), Dijoud et Stirn veulent gagner du temps car ils savent bien que l'idée d'indépendance est très mal vue chez certains de leurs amis de la majorité. En effet, certains colons des Nouvelles Hébrides et de la Nouvelle Calédonie proche sont des anciens d'Algérie: la tension est telle à Nouméa entre les Kanaks et les colons que ces derniers sont organisés militairement et des tracts au nom de l'OAS y sont même distribués. Les miliciens du MOP (Mouvement pour la Paix et l'Ordre), pensent que l'indépendance néo-hébridaise, que soutiennent tous les mouvements indépendantistes kanaks, serait le début de la fin pour eux et les plus exaltés songent à aller aider leurs amis colons des Nouvelles Hébrides au cas où ils s'opposeraient par la force à la demande de Londres et feraient sécession.

Dans ce contexte explosif, Paris est pris entre deux feux d'inégale puissance: malgré leurs vantardises, les colons ultra ne font pas le poids. En effet, la France est très mal vue par tous les états du Pacifique, et d'abord l'Australie et la Nouvelle Zélande, à cause des explosions atomiques dans l'atmosphère qu'elle s'obstine à provoquer malgré les protestations des puissances riveraines et les risques de contamination graves qu'elles entraînent. Les problèmes du mouton néo-zélandais dans la CEE ne sont pas non plus faits pour arranger les choses. Aussi Paris, bon gré mal gré, harcelé par Londres et Sydney, accepte finalement l'idée de l'indépendance néo-hébridaise pour 1980. Cela fournira quelques

occasions de plus au RPR d'attaquer les Giscardiens, mais que faire d'autre sans violer le droit international?

La sécession d'Esprit Santo commanditée depuis Carson City (Nevada, USA)?

La politique centraliste du VAP de Lini heurte de front les prérogatives des chefs coutumiers et mécontente les «francophones» auxquels on promet une administration entièrement anglophone dès la proclamation de l'indépendance. Dans les mois qui précèdent le 30 juillet, les conditions semblent réduites pour tenter un gros coup, la sécession de la plus grande des îles de l'archipel, Esprit Santo. Sur place, Jimmy Stevens, métis chef coutumier mais aussi homme d'affaires prospère, dispose de plus de 2000 «bushmen» qui lui sont fanatiquement dévoués et il sait inspirer confiance à beaucoup de colons français. Sous couleur de défendre la coutume ancestrale menacée par le modernisme du régime Lini, il peut entraîner avec lui beaucoup de modérés effrayés par le vocabulaire néo-marxiste du pasteur de Port Vila.

Un homme d'affaires américain, Michael Olivier va l'aider dans sa tâche. Curieux personnage que ce Lithuanien réfugié aux USA après 1945, anticommuniste convaincu, milliardaire enrichi qui rêve d'une utopie capitaliste dans laquelle l'état serait aboli. Tout s'y achèterait, depuis la protection des personnes et des biens jusqu'aux assurances et aux retraites. Ce militant d'extrême droite recherche depuis longtemps une île où il pourrait expérimenter ses théories ultra-libérales: une telle île, naturellement sans impôt, serait à la fois un paradis fiscal et un centre de jeux international... Olivier et son compère Doorn, un Hollandais maniaque, du retour à la parité or pour toutes les monnaies (mais aussi marchand de pièces d'or...), alimentent en fonds une mystérieuse fondation Phoenix dont le siège est d'abord à Carson City puis se déplace à Amsterdam.

Cette fondation a à son actif plusieurs tentatives rocambolesques quand elle découvre Esprit Santo et Jimmy Stevens: en 1971, Mike Oliver avait tenté de s'emparer de Minerva, îlot de l'archipel des Tonga dans le Pacifique, que la mer recouvre à chaque marée... Mais sur lequel il devait faire installer une plate-forme métallique; en 1973 Oliver tenta de rendre indépendante l'île d'Abaco aux Bahamas et depuis on dit qu'il s'intéresse aux Açores... Ce personnage douteux et mythomane finance le parti de Stevens, le Nagriamel, qui proclame la sécession de l'île de Santo le 28 mai et la naissance d'un nouvel état, le Vemarana, le 2 juin. Grand émoi à Paris où cette tentative, officiellement condamnée, n'est pas sans faire naître quelques espoirs... un nouveau Mayotte? Recommencer le coup des Comores de 1976 serait peut-être possible s'il n'y avait pas les Anglais et Lini, intransigeants sur le principe de l'unité nationale du futur état de

Vanuatu. Pendant les deux mois qui précèdent l'indépendance, les conversations se font de plus en plus pressantes, ponctuées de l'envoi des gendarmes mobiles ou des Marines anglais à Port-Vila. Et Dijoud de s'embrouiller d'un discours à l'autre...

Et le Vanuatu est apparu

L'indépendance proclamée le 30 juillet à midi met un terme à cette histoire complexe, aux péripéties souvent risibles. On peut en tirer trois conclusions:

1) L'indépendance arrachée à la France représente une grande victoire pour tous les peuples en lutte contre le colonialisme, et en particulier pour les Kanaks de la Nouvelle-Calédonie.

2) La rébellion de Jimmy Stevens et de ses «bushmen» (et quelles que soient les manipulations intéressées dont elle a fait l'objet) pose une question de fond, valable pour tous les pays, colonisateurs ou anciennement colonisés: la construction d'un état doit-elle passer avant le respect des formes sociales propres à chaque peuple? A cette question, on ne peut répondre que par la négative: il ne servirait pas à grand chose de remplacer le colon par une élite formée à son image, un préfet par des notables complètement assimilés et qui ne songent qu'à singer toutes les modes qui viennent de Paris, à servir fidèlement les intérêts du capitalisme français ou international.

3) La rébellion de Jimmy Stevens a été matée dans le courant du mois d'août par l'envoi à Santo et dans quelques îles aussi désireuses d'autonomie, de contingents de parachutistes de la Papouasie-Nouvelle Guinée. Cela s'est fait sans trop d'effusion de sang (deux morts) mais l'origine de ces soldats est intéressante: en effet, l'armée papouasienne est formée et équipée par l'Australie qui n'est pas spécialement connue pour être une puissance sociale et révolutionnaire. Autrement dit, et c'est le fin mot de l'histoire, à l'occasion d'une juste indépendance l'impérialisme anglais a passé le flambeau de Vanuatu à l'Australie et secondement à la Nouvelle Zélande et à la Papouasie. Les Nouvelles Hébrides ont changé de nom et de maître, mais elles sont toujours intégrées au camp capitaliste dans la sphère d'un impérialisme régional dynamique, l'Australie. D'ailleurs Paris a obtenu in-extremis de Walter Lini que les terres des colons Français leur soient laissées par des baux de longue durée, de 20 à 75 ans: les vanuatuens pourront toujours continuer à cultiver leurs mauvaises terres sales.

Ainsi donc, l'indépendance politique n'est que la première mais sans doute indispensable étape, dans la lutte du peuple des Nouvelles Hébrides pour rompre avec le passé colonial, se réapproprier ses richesses culturelles et matérielles, rompre avec la logique du capitalisme impérialiste qui sait prendre des formes nouvelles pour survivre en accédant apparemment aux droits imprescriptibles des peuples.

Jean-Christophe Cassard.

La « Boudica » de Paol Keineg



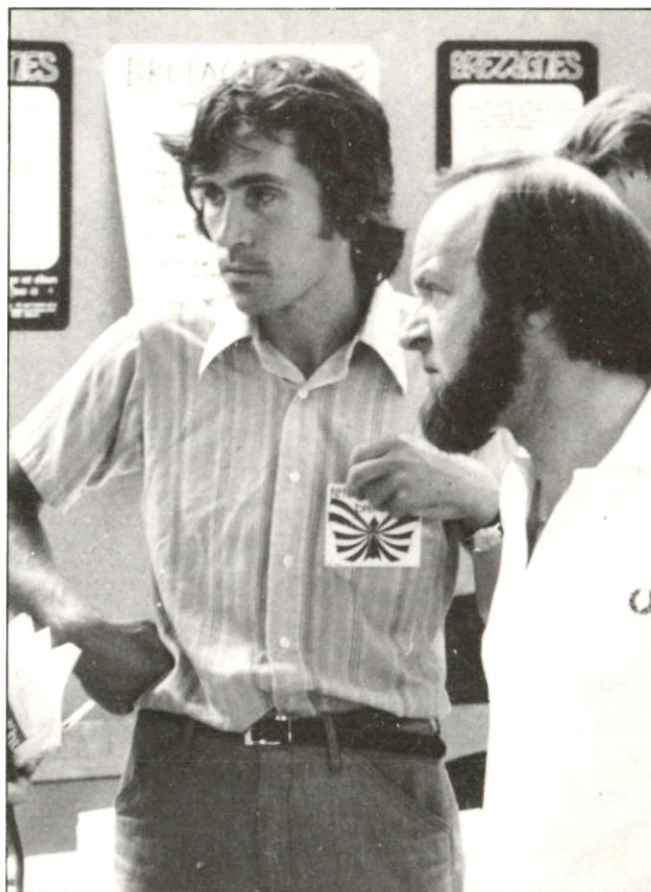
Paol Keineg.
Boudica, Taliésin et autres poèmes.

MAURICE
PAPYRUS NADEAU

« Les mots à deux ou trois tranchants », dont parle Paol Keineg sont probablement la clé de ce petit ouvrage. Centurions et sous-préfets, au 61 avant Jésus-Christ et aujourd'hui, Bretons de l'Île de Bretagne « à cheval sur le méridien de Greenwich » et ploucs perdus au bout de la vieille Armorique. Un seul chant en quarante poèmes où se mêlent constamment les allusions à l'époque de la conquête romaine de la Bretagne insulaire et à l'époque d'aujourd'hui, sous le prétexte d'un hommage, en même temps dé-sacralisateur, double tranchant encore de la reine Boudica, qui fut en l'an 61 avant Jésus-Christ, l'âme de la révolte contre Rome. De cet anachronisme constant et délibéré naît une extraordinaire puissance de l'évocation, un sens multiple et universel, un cri contre toutes les oppressions, eussent-elles sévi voici plusieurs siècles à Tenochtitlan.

L'expression pourtant s'enracine profondément dans une tradition culturelle précise, incontestablement celtique. L'anachronisme lui-même, abolissant ou relativisant la durée, se rattache à un thème celtique. Cet enracinement est visible aussi dans « Taliésin », quarante autres poèmes dédiés au barde gallois des premiers temps du christianisme, où foisonnent les thèmes celtiques tels que les métamorphoses : « je suis le corbeau... je suis le vent, le fil électrique et le tableau de bord... renard roux à pattes noires... manière de grand oiseau », les allusions aux anciennes croyances, comme la conception de Merlin. « Sous les plumes de la poule rouge, je ne sais plus rien de mon trajet de grain de blé dans son ventre conquérant... ».

Paol Keineg
(ici avec Yann Ber Piriou)



Le Peuple Breton

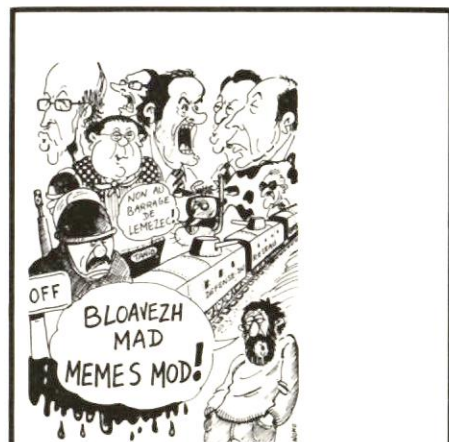
Que de travail sans doute, pour construire cet édifice, et aussi que d'érudition, dans le domaine de l'histoire et de la civilisation celtiques, et aussi dans celui de la connaissance de la nature, omniprésente dans le recueil. Il n'est pourtant besoin d'aucune érudition pour comprendre l'ouvrage et encore moins pour en être profondément touché. Au-delà du travail, dépassé dans l'œuvre achevée, celle-ci parle directement à la sensibilité. La référence celtique en devient tellement naturelle, que je suis tenté de parler de **celtitude**, comme d'autres de **négritude**. D'ailleurs, Paol Keineg n'a jamais caché qu'Aimé Césaire était l'un de ses pères spirituels.

Rien à voir, donc, avec la « celticité » dont on nous rebat quelquefois les oreilles. Et je ne peux que comparer, quoiqu'il n'y ait rien de comparable, à la symphonie « celtique » de Stivell, œuvre remarquable, mais qui n'est cependant pas à la hauteur d'ambitions trop ouvertement affichées. Le mélange systématique des cultures et des langues ne suffit pas pour atteindre à l'universel, et l'ambition excessive est une constante chez Stivell. Extraordinaire soliste, qui, pour la harpe, l'instrument qu'il connaît le mieux, est sans doute à la hauteur d'un Menuhin ou d'un Rostropovitch en d'autres domaines, il reste plus mal à l'aise qu'il ne le pense en orchestration. Nulle part meilleur que dans les mélodies pentatonales ou quasipentatonales des Hébrides ou d'Irlande, il veut pourtant enrôler sous la

banière celtique à peu près tout ce qui s'écarte de la gamme tempérée codifiée par Jean-Sébastien Bach. Quant à l'idéologie « celtique » sous-jacente, tout en étant trop délibérément théorique, elle manque par trop de profondeur et sent par trop son « ollolé ». * Décidément, à la celticité, je préfère la celtitude. Et vous ?

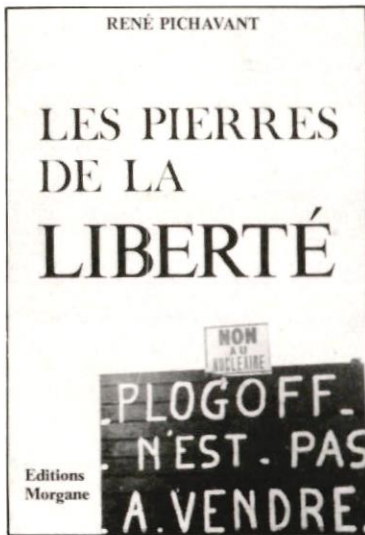
JLF

* Le caractère artificiel s'en ressent d'ailleurs à travers des textes en breton terriblement chimique (« Adsavomp Keltia »).



Le dessin de Nono qui fait la « Une » de ce numéro est une carte postale ! En vente pour 15 F les 10 à : UDB, 19, rue d'Ahès, Kerdaniel, 29270 CARHAIX.

Les pierres de la liberté



Plogoff encore? Il faut croire que la bataille suscite la création: au moment même où le film des Le Garrec sort dans le circuit commercial, paraît un livre de René Pichavant, intitulé «Les pierres de la Liberté».

Le parti adopté ici est tout à fait différent de celui des auteurs de **Plogoff-la-Révolte**, paru aux éditions Le Signor. Pas beaucoup d'images, mais un récit minutieux des «événements» depuis les origines (1975), jusqu'à nos jours (13 octobre 80).

J'ai dit **minutieux**, car c'est bien de **minutes** qu'il s'agit, au sens où l'on parle des minutes d'un procès. René Pichavant était incontestablement le mieux placé pour tenir les actes de la pièce. Participant aux réunions des comités de soutien, il connaît l'affaire de l'intérieur; correspondant du Télégramme à Douarnenez, il a eu accès aux prises de positions, communiqués et avis divers, et il ne se fait pas faute de relever certaines contradictions...

Il faut dire que René Pichavant, ne s'embarrasse pas de nuances, ni de précautions de langage. Et qu'il a ses têtes de Turc; Guermeur par exemple (il faut

reconnaître qu'il s'y prête à merveille), mais aussi le parti communiste, dont le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il n'a pas été très clair en cette affaire.

René Pichavant n'a pas prétendu être objectif; son camp, il l'a choisi, et c'est de l'intérieur qu'il nous fait vivre au jour le jour la véritable petite guerre qui a mobilisé le Cap-Sizun pendant six semaines. Pour Pichavant, les gens de Plogoff sont tous bons, ceux des communes avoisinantes presque tous; arrivé à Pont-Croix, il y a déjà des traîtres, et, passées les limites du Cap on a essentiellement affaire à des étrangers! Quant aux flics, ils sont particulièrement affreux et René Pichavant n'hésite pas une seconde à conforter son enthousiasme antinucléaire en l'opposant aux... grosses fesses des gardes mobiles!

C'est dire qu'il ne faut pas attendre d'analyse élaborée, de synthèse magistrale ou d'idées nouvelles sur la société nucléaire. Cela n'empêche pas d'avoir des vues fort saines sur la dimension bretonne de la question, sur le nécessaire respect de la volonté d'une population, sur la justice aux ordres, sur l'écologie qui n'est jamais confondue avec ses déviations récupératrices, bref, sur la démocratie et ses applications locales. Quant à la traditionnelle critique de «la politique», de rigueur quand on parle de Plogoff, elle est ici notablement atténuée.

René Pichavant a refusé les offres des éditions parisiennes et a donné son texte à un imprimeur breton de Quimper; raison de plus pour accorder de l'intérêt à un livre, qui au-delà de la relation des faits, est aussi un précieux outil pour qui veut comprendre, en profondeur, la vie et l'âme d'un peuple.

J. G.

René Pichavant : les Pierres de la Liberté, Ed. Morgane, Douarnenez. Envoi franco contre 45 F à : UDB, BP 304, 29273 Brest Cédex.

GOUREN :

Une prise qui va prendre !



O N en parlait depuis pas mal de temps... Le «Peuple Breton», en mars 1979, après un historique de ce sport, annonçait les espoirs que suscitaient les tentatives de rapprochement entre les deux fédérations de lutte bretonne: la FALSAB (ou Fédération des Amis de la Lutte et des Sports Athlétiques Bretons) et le BAG (Bodadeg ar Gourenerien).

Eh bien, c'est chose faite! Depuis le 2 octobre.

C'est le 20 septembre dernier, en fait, que les deux comités directeurs ont mis la dernière main à la préparation de l'assemblée commune qui a donc eu lieu le 26 octobre, à Clédén-Poher. Cette réunification intervient après seize ans de séparation, et elle correspond au cinquantième anniversaire de la naissance de la FALSAB.

On a donc maintenant une confédération, qui garde le nom de FALSAB et qui coiffe deux fédérations, l'une consacrée à l'organisation des jeux bretons et l'autre à celle du «gouren». Mais ces deux fédérations sont organisées selon des modes différents. Pour les jeux et les sports athlétiques, **Bodadeg C'hoariou Breizh** est organisé en cinq comités départementaux correspondant aux cinq départements bretons. Pour la lutte, c'est au premier regard un peu plus étrange, puisque la fédération, **Bodadeg ar Gourenerien** est divisée en comités régionaux, trois pour l'instant: Bretagne (regroupant les comités départementaux des quatre départements de la région-programme), Pays de Loire (avec des comités départementaux en Loire-Atlantique et en Mayenne), et enfin Ile de France... Cette structure quelque peu conforme à l'idéologie dominante en matière de découpage administratif s'explique par le désir d'une reconnaissance du gouren par le ministère de la Jeunesse et des Sports. Mais il est évident que l'organisation des championnats se fera avec la Loire-Atlantique.

Librairie - Disques

37, rue Louis-Pasteur
Centre Commercial Rallye Brest

DIALOGUES

Le fournisseur du Père Noël

Petites Annonces

Nous signalons que ces annonces sont gratuites pour tous nos compatriotes à la recherche d'un travail. De même nos adhérents et sympathisants qui nous signaleront des offres d'emplois en Bretagne pourront bénéficier de la gratuité de l'insertion.

DEMANDES D'EMPLOI

• J'espère bien trouver quelqu'un qui puisse me tirer de l'exil. Je suis Electro-technicien (Bac F3 + CFPA Electricien Equipement industriel). Même si ce n'est pas tout à fait ma partie, je souhaite trouver un boulot intéressant; et puis mon amie qui a son BTS Chimie et est «technicienne en Energie Solaire» pourrait peut-être trouver du travail afin que nous puissions travailler ensemble en Bretagne. Nous aimons bien les stages, mais stages après stages on se lasse alors pourquoi pas du fixe pour une fois?

Ecrivez nous: Cabane Catherine, Languille Gilles, 68, Impasse Trousset, 16000 Angoulême.

• Célib. 37 ans, sachant traire machine, ch. pl. Cond. Tracteurs ttes mains, permis PL et C1. Rennou LUCien, Launay, Treillières, 44240 La Chapelle S/Erdre. Tél. (40) 49.13.49.



Les jeux bretons: une structuration difficile

Les Jeux Bretons ont du mal à se structurer, du fait de la diversité des sports et des habitudes locales: tire à la corde, bazh-yod, etc... ont autant de règlements qu'il y a de communes! Et l'esprit dans lequel certains les pratiquent est également peu propice à une coordination. Dans les fêtes de quartier, ou de commune, où ils se pratiquent d'ordinaire, les participants font parfois une véritable chasse aux prix. D'autres jouent de temps en temps, à l'occasion d'une fête, et n'éprouvent aucunement le besoin d'avoir une licence.

Ceci explique la faible assistance à l'Assemblée générale des Jeux Bretons, où il n'a pas été possible de former un bureau; mais tout laisse penser que la ténacité de certains fera avancer les choses dans les mois à venir.

Gouren: en pointe

L'Assemblée Générale du Gouren (1), se déroula en revanche, dans un climat très sain. Pratiquement tous les clubs étaient représentés avec des jeunes qui se sentent responsables. Tous ont montré leur volonté de travailler ensemble pour le développement du gouren. Rondement menée, car bien préparée, ce fut une assemblée générale où

aucune querelle n'apparut. Ceci s'explique peut-être par l'absence de la tendance minoritaire conservatrice de l'ancienne FALSAB. Chacun ayant fait des concessions aussi bien sur l'arbitrage que les catégories de poids et les championnats, on a su tirer profit de seize ans de séparation pour ne retenir que le meilleur de chaque fédération. A noter que les termes du gouren sont maintenant tous bretons, et ce, quel que soit l'endroit où se déroulent les luttes. Pour les dirigeants du gouren, ce n'est pas plus gênant que d'employer le japonais en judo...

Le bureau fut élu sans surprise; on y trouve dix membres issus de chacune des anciennes fédérations. Le président est Jean Ollivier, de Rennes, et le vice-président Paul Le Joncour, de Douarnenez. Nul doute que leur compétence en matière de gouren mènera la FALSAB nouvelle formule vers un développement. Voilà donc une bonne nouvelle qui voit la réunion de deux fédérations bretonnes après seize ans de séparation. Ceci n'est pas si fréquent par chez nous.

Bonne route donc au gouren.

Paul Person.

(1) Le terme « Lutte Bretonne » est désormais rangé, et remplacé par le breton « gouren », en particulier par les démarches avec l'administration française, ceci pour éviter toute confusion avec toute autre forme de lutte.



FESTOÙ-NOS

Le P.B. publie désormais chaque mois gratuitement l'annonce des festoù-nos de Bretagne et de l'émigration. Si vous avez connaissance d'un fest-nos, si vous en organisez un, si vous y chantez, vous pouvez nous prévenir par simple lettre jusqu'au 20 de chaque mois. Parution assurée si vous précisez l'organisateur.

● Le 13 décembre

à Malestroit (56)

Fest-nos, bal gallo avec Yann Dour, chantous et sonnos du Pays; organisé par le groupe gallo-breton du Pays de Malestroit.

● Le 20 décembre

à Kerlouan (22)

Fest-nos à la salle Ar Mor Glaz avec Bleizi-Ruz, Kerdoncuil, Givaja; organisé par le foyer des jeunes.

à Bignan (56)

Fest-nos, salle des fêtes avec Hoperien, Kanerien et Bleu, Prono et Druays, Kanerien Begnen; organisé par le foyer des jeunes de Bignan.

● Le 27 décembre

à Hanvec (29)

Fest-nos organisé par Diwan Daoulas

à Dinéault (29)

Fest-nos avec les frères Kere, Merdi et Kerisit, les frères Krann, Rivalain et Helias, Blouet et More, organisé par Diwan Kastellin.

● Le 31 décembre

à Plouneour-Menez (29)

Fest-nos réveillon avec des sonneurs et chanteurs de la Montagne; organisé par Diwan.

à Orvault (44)

Fest-nos réveillon salle de la Frebandière avec Sonerien Du, le père Jean, et autres sonneurs et chanteurs. 2 formules: repas de réveillon, sur réservation (40-64-06), ou fest-nos seul; organisation par UDB Loire-Atlantique.



Grand Gousier

PRODUITS RÉGIONAUX DE BRETAGNE

"fait-main"

Charcuterie - Biscuiterie - Cidre

PRIX SPECIAUX aux Restaurants, Comités d'Entreprise, Collectivités...

les presses bretonnes

Z.I. « Les châteaux », PLOUFRAGAN/SAINT-BRIEUC
Téléphone : (96)94.01.44

Imprimerie TYPO-OFFSET - FORMULAIRES EN CONTINU



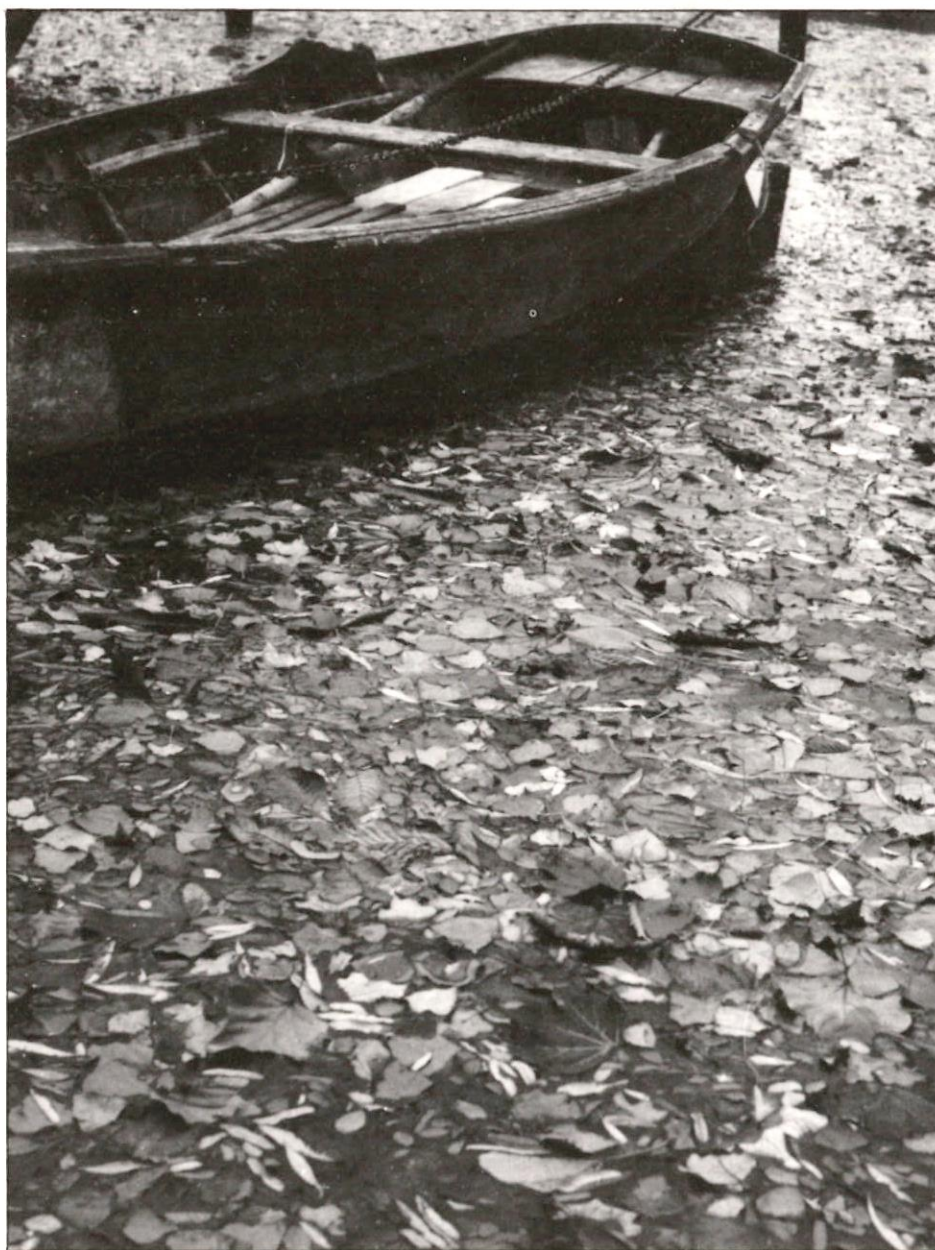
AU VIEUX QUARTIER
DE LA PLACE AU BEURRE

Tissages de Locmaria

G. et J.-M. LE BERRE
15-17, rue du Salé
Tél. Magasin 95.41.51

Vêtements - Poteries - Bijoux - Laines
Artisanat Traditionnel et Contemporain

TRAVAIL BLANC



René Maltête

MERDE, ça va encore être juste pour 6 h 27.
— Tu sais pourtant bien que je me tracasse de te voir partir toujours à la dernière minute.

— Salut ma chérie, à ce soir. Je te téléphone à la pause pour savoir ce que le toubib t'aura dit ».

Il quitta la cuisine et disparut à pas feutrés tandis que le transistor, en sourdine pour ne pas réveiller leur garçon, égrenait des catastrophes, donnait des chiffres, morts et disparus, bilan provisoire de la dernière trêve nocturne.

Dehors c'était la nuit.

Le sempiternel courant d'air, qui visitait la gare dans toute sa longueur, entraîna chez Bruno un vieux réflexe, il leva brusquement la tête vers le cadran monumental et se mit à courir.

Dans le dernier coude du souterrain,

victimes expiatoires d'on ne sait quelle malédiction, les ouvriers et employés qui se hâtaient accusaient en plein poitrail l'appel d'air dans toute sa violence concentrée, avec des odeurs flottantes d'urine transpirant du béton.

Dix mètres avant le quai, brutalement, Bruno s'immobilisa.

« A quoi bon celui-ci ou un autre! » se dit-il dans un souffle. Le convoi glissa tout doucement et augmenta sa vitesse sans précipitation permettant aux derniers accourus de s'agripper sur les marches.

Bruno, délibérément tourna le dos à la scène. Il passa plusieurs fois devant le kiosque à journaux, sembla feuilleter, hésiter, et sans bouger la tête, ses yeux coulisant vers la caisse, d'un geste vif, précis, fit passer un illustré sous son blouson.

— Café?... Prendrez quelque chose

Une nouvelle inédite
de René MALTETE

avec?

— Non, nature.

Comme délivré de la contrainte d'un horaire, il tournait son sucre, hébété.

Tout se résumait pour lui maintenant à bien remplir sa journée.

« Avec celui-là, j'arriverai à 8 h 45 », articula-t-il en poinçonnant sa carte hebdomadaire.

Sitôt monté, il sembla contrarié. Toute les places assises étaient occupées d'un même côté du wagon. Résigné, il se replia du côté déserté, s'assis près du vitrage dans le sens de la marche. Le jour était levé mais, pendant les vingt minutes du trajet, il n'apparut pas à cette partie du compartiment. La ligne, probablement tracée à l'aplomb d'une colline, suivait un mur dont on ne voyait pas le faite. Mur gris surchargé par un siècle de fumées. Mur uniforme, mur aveugle que le voyageur suivait d'un regard absent.

La ville était proche, quelques plages colorées vite entrevues, vite oubliées, vantaient les mérites d'une quelconque poudre à changer la vie.

« Si je retourne dans le petit square, je vais finir par me faire repérer. Il posa le doigt sur la plus proche des taches vertes qui égayaient le plan de la ville: Jardin du Thabor, avenue Janvier, toujours tout droit et je prends à droite rue de Sévigné.

Presqu'indiscernables dans le ciel bas et cotonneux, les cimes des grands arbres balancées par un puissant vent d'ouest envahissaient le parc de leurs gémissements. De temps à autre un craquement sec annonçait une chute de branche.

Les bancs étaient encore humides, occupés seulement pas les feuilles mortes tombées de la nuit. Bruno tâta un bouquin dépassant de sa poche et fit un geste brusque de sa main libre, parlant haut, par saccades: «Toujours... temps... journée longue. Plutôt... arbre comme hier...».

Il vogua au hasard du majestueux jardin, traversa les serres où les essences tropicales caisson contre caisson devaient accomplir leur migration d'hiver.

Il resta interdit. A deux pas de la sortie ouest, abrité des regards par des murs en chicane, un petit vieux isolé sur l'unique carré de gazon, gesticulait au ralenti devant le parterre vide. La vue imparfaite de Bruno ne détailla pas tout de suite le manège rituel des moineaux qui s'approchaient presque en ligne et, après un bruit très doux émis par frottement des lèvres du retraité, se posaient à tour de rôle sur sa main.

Dissimulé derrière une haie, Bruno resta longtemps à observer ce malingre vieillard d'aspect banal, patiné du gris des timides qui, à force de patience, de douceur, probablement servi par un grand calme intérieur avait tranquillement bousculé des habitudes ancrées, établi confiance neuve avec une bande de piafs de la ville.

Les rues alanguies, qu'il avait remontées ce matin depuis la gare, connurent un court moment de fièvre. Les vélos se fauilaient, les autos qui s'impatientsent en crachant leur gaz, repartent en trombe pour s'arrêter bientôt. Les cafés sont envahis, les boulangeries laissent des clients sur le trottoir. Bruno s'enferma dans la guérite de verre d'un téléphone. «... Ah bon! Mais non Martine... Oui, oui je sais bien... Non c'est trop tôt encore pour désespérer, en te reposant beaucoup, en cessant de penser au pire. Il peut très bien profiter les derniers mois... Essaie de me croire, les examens ne sont pas si alarmants que tu le dis... Martine, Martine? Allo?...»

Un geste hâtif, une hésitation, la pièce mal engagée qui roule, se glisse hors de la cabine, la porte qu'il faut pousser, non, elle se tire Bon Dieu, s'accroupit, saisit enfin la pièce, la replacer dans la fente. Trop tard.

La plus légère imprévoyance face à l'automatisme et voici l'instant de tendresse renvoyé. De la liaison suspendue il lui restera le sentiment d'un acte raté, informulé, qui l'imprégnera de sa grisaille tout au long du temps qui lui reste à subir.

Attablé devant son 3^e café-express, au bord d'une terrasse refermée pour l'hiver, il découpait discrètement pour l'avalier par petites bouchées, un casse-croûte tunisien dissimulé sur ses genoux. Le ciel qui menaçait lui posait question. Fini pour les squares ce tantôt, c'est le jour des momes et il risque de pleuvoir — Une audience au tribunal? — Zut, j'ai pas le cœur à subir toute cette misère sans rien dire. Rester coi entre ceux qui tiennent le bâton et ceux qui s'aplatissent pour éviter quelques coups, j'ai pas le moral pour ça. Peuh! Vais essayer de tenir au bistrot en bouquinant; chez Prolin il y a toujours de la place au fond et les garçons ne nous emmerdent pas trop pour renouveler les consommations.

Interpellé par le clinquant d'un cinéma 3 programmes remis à neuf, il fut tenté ferme. Il lut, signatures incluses, tous les extraits de la critique du «art et essai», détailla les photos des deux autres, fit surtout le calcul, d'après les horaires de séances, du temps qu'il pouvait rogner. Il s'arracha du hall d'un haussement d'épaules. C'est trop cher, trop facile, j'y vais déjà trop souvent. Si je

devais encore tenir plusieurs mois, je n'y arriverai pas. Réservons le ciné pour les jours impossibles des grands froids.

Il déambulait à la gare bien avant l'heure de son train. Echoué à la salle d'attente il s'essayait à lire sans grande conviction, levait souvent la tête en décollant ses lunettes du contact de son nez, et, de nouveau, se repliait sur son illustré.

On lui toucha le bras. Tel un ressort, il se recula, le geste provenant d'un uniforme, d'un grand gaillard en équipement bleu sombre. La surprise passée, il répondit au sourire du novice engagé dans la Navale depuis peu.

— «Bruno!

— Ah tiens, Salut Thierry!»

Ils avaient été bons copains, inséparables pendant un temps, en terminale du lycée. Thierry, par lassitude, par peur de l'aventure avait fait capoter ses rêves d'humaniste pour quelques galons assurés, carrière pépère et retraite à 45 ans. Ils restèrent ensemble pendant le trajet, oubliant de s'asseoir. Bruno accepta d'en griller une, ce qu'il ne faisait plus depuis son mariage. Les roues martelaient les jointures du rail, les jeunes gens tanguaient de la même vibration. Le train commença de ralentir pour la station où débarquait Bruno.

«Tiens tu sais, tout à l'heure, je t'ai dit que tout allait bien, mon boulot tout ça... En fait, j'ai confiance en toi, je te supplie de ne pas en parler, mais depuis 35 jours exactement, je suis licencié — compression de personnel — Depuis je me suis inscrit partout où j'ai pu, sans illusions. Je n'ai jamais osé le dire à ma femme. Soucieuse comme elle est. Surtout depuis qu'elle attend, qu'on attend un autre mioche, elle se fait un mouron! Faut dire qu'on est loin d'être sûr qu'il va s'accrocher jusqu'au bout!»

Allez bye, à la revoyure».

Bruno rentra chez lui comme à l'accoutumée.

«Salut Martine. Encore une de finie. Plus que deux jours comme ça, et la bête sera tuée. Samedi, dès samedi matin on ira cueillir les pommes de la grand'mère. Faut qu'on les rentre avant les gelées».

pb.service

Sous ce titre, nous ouvrons désormais une nouvelle rubrique de petites annonces gratuites. Nous voulons ainsi aider nos lecteurs à échanger, à trouver, à acheter ou à vendre différentes choses, ayant — de préférence — un rapport avec la Bretagne. Ces annonces sont entièrement gratuites, même pour les ventes, à condition que le prix demandé soit indiqué et inférieur à 500 F. Au-dessus, le tarif de publicité s'applique aux annonces. Pas de domiciliation au journal.

• Stages:

A la M.J.C. du Plateau de St-Brieuc, chaque semaine, les stages suivants sont proposés: Cours de breton, Folk-club (guitare, banjo, mandoline, violon), Jazz (piano, guitare), Ecole de sonneurs de couple (binioù, bombarde, vielle, accordéon, chant gallo), danses bretonnes, canoë-kayak, gymnastique, judo, plongée, yoga, radio amateur, photo, cours d'anglais. Rens.: M.J.C. du Plateau, Av. Antoine Mazier, 22000 St-Brieuc. Tél. 96 61 29 33, poste 433.

Un stage d'harmonisation et d'approfondissement des principales danses traditionnelles de Bretagne, encadré notamment par M. et Mme Paugam de St-Nazaire, M. et Mme Defrance de St-Malo... sera organisé à la Maison Pour Tous de l'Harteloire, Avenue Clémenceau, 29200 Brest. Tél.: (98) 46 07 46.

Le stage se déroulera sur 4 week-ends les:

- 17 et 18 janvier
- 21 et 22 février
- 14 et 15 mars
- 18 et 19 avril 1981

du samedi 15 h au dimanche 17 h.

Le coût est de 125 F par week-end (hébergement compris).

Il s'adresse d'abord aux personnes initiées qui encadreront ou envisagent d'encadrer des cours, et, par extension, à toute personne intéressée.

Inscriptions, avec 140 F d'acompte, limitées à 30 personnes, avant le 31 décembre 1980.

A Ti Kendalc'h, St-Vincent-sur-Oust, les 13 et 14 décembre, week-end rencontre sur les expériences de pédagogie musicale active en Bretagne.

• Spectacles:

— Brenda Wooton, le 12 décembre à Theix (56).

— Tournée en Bretagne de 2 musiciens de Kolinda, Yvan Lantos et Peter Gritz: le 2 à St-Brieuc (l'Assommoir), le 4 à Lamballe (Cinéma), le 5 à Quintin (l'Abattoir), le 6 à Paimpol (auberge de jeunesse), le 7 à Berrien (le Temps des cerises), le 10 à Quimper (Lutun Noz), le 11 à Plomeur (le Ty Men), le 12 à Plouézec-Lochrist (le Shamrock), le 13 à Châteaulin (le Run ar Puns).

— J. Blanchard et E. Girardou, le 13 décembre à «Ar Seizh Avel», Konfort-Prat (22).

— Djiboudjet le 19 décembre à «Ar Seizh Avel», Konfort-Prat (22).

— Les Glochoss, salle des fêtes de Malestroit (56), le samedi 13 décembre.

— Yvon Etienne, le 20 décembre, à Pleuven (29), salle de l'ancien restaurant scolaire.

• Gallo:

— Le 7 décembre, salle du Sacré-Cœur, à Plœmel (56), 2^e édition de l'Assemblée du Pei d' Pierme, rassemblement des contous-chantous, sonnous, dansous du Pays.

• Livres:

— à Guignen (35), il existe une bibliothèque de prêts sur la Bretagne et les Pays Celtiques.

Auto-Ecole Michel LE BOZEC

Bureau: 10, RUE COLBERT, 10
29200 BREST Tél. 44.52.81

Domicile: 74, RUE ARMORIQUE, 74
29200 BREST Tél. 45.23.64



CAFE DES MOUETTES

GUINNESS A LA PRESSION

—
PORT DE COMMERCE

BREST

Tél. 44-33-21

TÉLÉVISION - HI-FI
RADIO - DISQUES - ELECTRO-MENAGER

Ets Jean BLOUIN

Distributeur officiel « PHILIPS »
40, Place du Centre - 22200 GUINGAMP
Téléphone: 43.71.70



Cinéma des régions

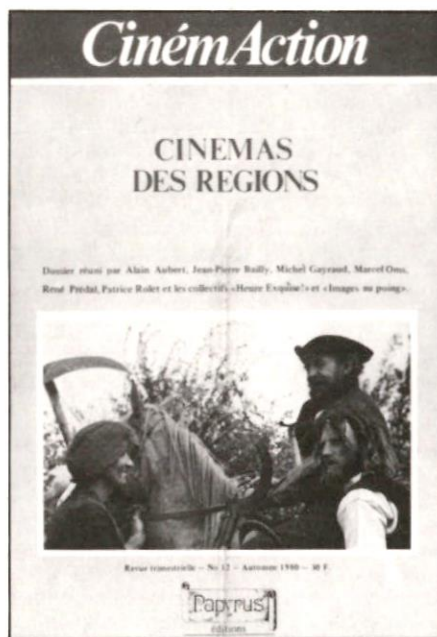
CINÉMACTION, revue trimestrielle de cinéma, se penche dans son numéro 12 sur «**ces jeunes pousses dont la fragilité n'empêche pas qu'elles seront les grands arbres de demain**», à savoir le cinéma des régions.

Le titre est peut-être mal choisi; peu importe, l'œuvre est là. Pendant 225 pages les coordinateurs* de la revue recensent, approfondissent, discutent la production cinématographique des périphéries de l'hexagone. La Bretagne s'y taille la part du lion. Avec les chiffres du chômage, de l'alcoolisme ou de l'émigration, c'est l'un de nos records. Celui-ci est salubre...

Tout y est, de Jean Epstein à Vautier, de Grémillon aux Le Garrec, de RTB à FR3. Tout est passé au crible. Cette partie bretonne s'achève par une filmographie complète de... 270 titres! Et le cinéma breton n'existerait pas? Entendons-nous sur les termes, certes; mais ces 270 productions de l'audiovisuel breton sont gages de riches devenir.

Guy Hunebelle, le coordinateur de ce travail, écrit dans la préface: «**parfois disparate comme la réalité elle-même, ce numéro se veut un instrument d'analyse autant qu'une mine d'informations composites. Nous sommes conscients de n'avoir pu tout dire**». Certes, mais beaucoup a été défriché. Il fallait le faire, voilà qui est fait.

Laissons la conclusion à Gilles Morin: «**De la même façon que les Bretons se sont réapproprié leurs danses et leurs**



chants, de même, ils doivent se réapproprier leurs forces propres dans l'audiovisuel».

Cinémaction nous y engage.

J.M. L.B.

Cinémaction, Cinéma des Régions est en vente à UDB BP 304 29273 Brest, Cédex 33 F franco.

* La partie bretonne est réalisée sous la direction d'Alain Aubert, qui a abattu un immense travail, avec la collaboration de la MIC de Douarnenez.

HISTOIRE DE LA BRETAGNE

ET DES BRETONS

De l'édification des sépultures mégalithiques aux manifestations pour le rattachement de la Loire-Atlantique à la Bretagne, rien ne manque à cette histoire de la Bretagne et des Bretons en 200 vues réalisée conjointement par Ar Falz et le Centre Culturel Breton de Lannion. Présenté à la presse début novembre, dans le cadre du 10^{ème} anniversaire du CCB, le montage sera prêt dans sa forme définitive début 81.

Il s'agit d'un montage évolutif d'une durée de 90 mn, quoique long, il a été conçu dans un souci

pédagogique. Il se découpe facilement en plusieurs séances, s'intégrant ainsi aux programmes scolaires. Une bande sonore professionnelle réalisée en studio, peut-être payée avec les crédits de la Charte Culturelle l'accompagnera bientôt en français et en breton, remplaçant le commentaire actuel.

Ce montage peut être acheté ou loué en s'adressant au Centre Culturel Breton — Centre Socio-Culturel, Jean Savidan, 22300 Lannion. Il devrait faire le tour de la Bretagne, il en a les moyens.

Jacques Gicquel.

cadeaux - décoration

AU GRILLON

3, Rue de Rohan
(derrière la poste)

SAINT-BRIEUC

**VANNERIES
PETITS MEUBLES
COPIES D'ANTIENS
AMEUBLEMENT EN
CANNE DES PHILIPPINES**

Téléphone : 33.27.78

STAGE CODE CONDUITE
Traditionnel possible
Permis B - C - D - C1
Conditions de fin d'année

CERBA QUIMPER

98 bis, avenue de la Libération
Tél. (98)90.41.24

"BREIZH MOD"

Spécialiste de la
Confection Régionale

25, PLACE des OTAGES 29210 MORLAIX
☎ (98) 88.61.77

**C'est facile
de se changer
sans se ruiner**



veste "combat"
doublage amovible

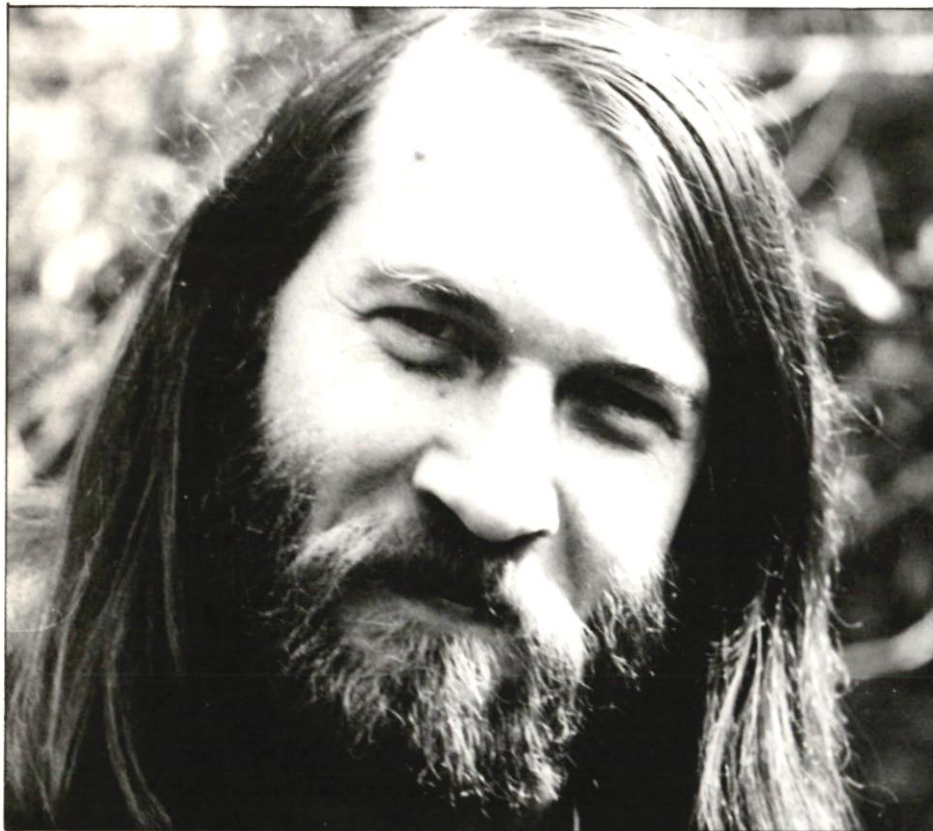
219^F

les Vêtements
Laurans

**BREST
PLOUGUERNEAU
LESNEVEN**

SUR UN AIR DE

Claude BESSON, Jackson BROWNE, Linda RONSTADT



D.R.

Claude Besson «Album chansons n° 3» (Périderis 13 NP 651 dist. Discodis).

Dès la première écoute, j'ai retrouvé les émotions que m'avait procurées son premier album de chansons. Claude est partagé entre des chansons intimes et chaleureuses («Mon ami Pierre du Québec» - «Plus de Mari pour Marie» - «Ile de Sein») et des ritournelles enlevées («Le bar des anciens» - «Le kiosque à musique»).

Après avoir chanté sa dernière rancœur contre la capitale prison: «Kenavo prizon paris», Claude s'enracine dans sa Bretagne et il en témoigne avec un texte profond «Quel fléau, ce fléau» qui n'est en rien passéiste.

Ses musiques sont ciselées, ajustées à des paroles aux images fortes et sensibles. Claude est troubadour, pas en forme d'image d'Épinal, ni à la mode «folkeux», c'est un poète musicien amoureux de la douceur de vivre, conscient des mutations qui ôteront à la vie toutes possibilités de liberté.

Jackson Browne «Hold out» (Asylum 52226 dist. WEA).

Toujours à l'Ouest, mais des États-Unis cette fois, quelques bonnes ballades californiennes enveloppées d'un son très travaillé avec de très belles parties de piano et de guitare. Mais tout cela ne cache-t-il pas une certaine tristesse, une plainte, un cri. La longue ballade «hold on hold out»

(«Accrochez-vous») est sans doute la dernière attitude avant la résignation qui guette la jeunesse américaine. Une bonne dose de douceurs et d'atmosphères feutrées.

Linda Ronstadt «Mad Love» (Asylum 52210 WEA).

J'ai découvert Linda au dos d'une pochette d'Arlo Guthrie, et vu la référence j'ai eu envie d'en savoir plus. Mais déjà à cette époque (78), Linda en était venue naturellement au rock. Je dis «naturellement» car nombre de ses disciples à commencer par Dylan ont évolué de cette façon. Cette fois-ci, Linda a définitivement abandonné l'acoustique pour muscler sa musique ou plutôt ses arrangements puisqu'elle n'a composé aucune chanson de cet album. Mais de sa voix si exceptionnelle, elle en interprète une de Neil Young, et trois d'Elvis Costello - Ballades, rock, feeling, toute la «sauce», magique californienne est présente pour permettre de réussir un disque qui n'a quand même pas la force ni la présence d'un «Prisoner's in disguise».

Michaël Gross «Bob Dylan. Une histoire illustrée» (Albin Michel/Rock and Folk).

Pour rester dans le climat, je vous signale un livre paru il y a quelques mois qui de façon sobre, intime, sincère, raconte la vie d'un héros, sans que cela ne sente jamais les coulisses de la vie privée de vedette. Justement, ce livre donne une image plus humble de celui que l'on croyait définitivement perdu dans les affres du vedettariat. Michaël Gross, m'a donné envie de découvrir deux disques parmi l'abondance de la discographie de Robert Zimmerman. Je veux parler de «Street Legal» et du concert live au Japon «at budokan». Ces deux disques préparent le style de «Slow train coming» et du dernier «Saved». Avec une riche iconographie Michaël Gross va permettre de démythifier l'idole et de lui reconnaître des valeurs sûres qui peuvent justifier le sous-titre du livre «Le troubadour de l'Amérique».

Yann Fanch Langoët.

BELLE, ET TAIS-TOI

Premier novembre: pour une fois FR3-Paris produit une émission sur la Bretagne.

Quinze minutes sur Louis Guilloux et vingt minutes de film «Breizh ma bro». Mais quelle Bretagne?

Images splendides, prises de vues extraordinaires. Le pays est beaucoup mieux cerné que par Chabrol dans «Le cheval d'orgueil».

Mais de quoi se plaignent les Bretons? Pêches miraculeuses, primeurs en quantité, tourisme à foison, sous-marins nucléaires. Les anciens y jouent aux boules, les enfants courent sur la plage.

Mais où donc est la vie quotidienne? Quelles sont les ressources individuelles dans tout cela? Où en est l'industrie? Et le chômage? Et l'expatriation?

Bretons, que vous êtes heureux!

Bretagne, tu es belle et tais-toi...

J. Le Bricquier.

INTERSPORT La Hutte

26, place St-Corentin - QUIMPER - Tél. 95.13.11

Pour vos cadeaux
offrez les romans bretons
édités par

NATURE ET BRETAGNE

Comme un nuage en mer de Jeanine HUAS
Seigneurs, Tristan avait un fils de Jakez IVINN
Nous irons ce soir à la campagne de Paul MORVAN
L'ambassade du rachat d'André NAVELLOU
Marie-Laure de Françoise GUIHO
L'Image de GERSAINT

Diffusés par BREIZH, La Baule

JEAN-CHARLES GICQUEL

Gwenn

Porcelaines blanches

7, Avenue Victor-Hugo - VANNES
Téléphone : 47.31.38

L'ARTISANAT

Tissage - Sculpture
Poterie et divers

Madame RONCO Sylvie

16, rue Saint-Salomon - 5600 VANNES
Téléphone : (97)54.35.18

LE GUILLOU - LE PLUARD

RADIO, TÉLÉ
HI-FI, MAGNÉTOSCOPE
INSTALLATIONS
D'ANTENNES

Location MagnétoSCOPE

36, RUE MARECHAL LECLERC
56000 VANNES
tél. 47.36.87 & 47.45.38

FONDAVEN & LANGUY

18, place M. Gillet - BREST
(église St-Martin) Téléphone : 80.66.19

- Vous voulez louer vos enfants étudiants
- Ou vous voulez vous louer en achetant un appartement, votre crédit, même maximum, ne dépassant pas un loyer.
- Vous voulez faire un placement.

Nous vous proposons dans un petit immeuble au centre de Guipavas :

1 STUDIO	70.050 F
3 T2	101.080 F et 143.000 F

A la Croix-Rouge, prox. Kérichen et Facultés :

2 T1	11.460 F et 98.940 F
2 T2	123.400 F

Ecrivez-nous ou passez nous voir à l'adresse ci-dessus.

Bon pour une documentation. - Nom

Adresse

TÉLÉVISION

LE FRONT CULTUREL PROGRESSISTE OCCUPE LE BUREAU DU DIRECTEUR REGIONAL DE FR3



D.R.

Reçus le 1^{er} juillet dernier, les délégués du Front Culturel progressiste breton (Ar Falz, Amis du Parler Gallo, GERIB, Parti Socialiste, Parti Socialiste Unifié, RTB, SGEN-CFDT, Skol an Emsav, SNETP-CGT, SNI-PEGC 56, SNRT CGT, SFRT CGT de FR3 Bretagne Pays de Loire, Union Démocratique Bretonne), avaient exposé au Directeur Régional de FR3 Bretagne Pays de Loire, leur analyse de la situation de la Radio et Télévision en Bretagne. A cette occasion, ils avaient posé des questions fondamentales et fait des suggestions auxquelles il avait promis de répondre à la rentrée.

Reçus à nouveau le 4 novembre, ils ont constaté que, si sur quelques points mineurs (élaboration d'une liste des émissions, possibilité de prêts payants de films, passage officiel des « Breiz O Veva » à 26 mm, fin du blocage après 15 mois d'attente d'une émission sur la culture galloise), des réponses positives ont été rapportées, tous les points essentiels sont restés en suspens :

- moyens corrects de conservation des films
- destruction d'émissions radio, l'année même du patrimoine
- toujours pas de début d'application de la Charte Culturelle, pour le gallo
- rediffusion systématique et fabrication au rabais d'émissions en langue bretonne
- temps d'antenne toujours limité et programmation à des heures de faible écoute
- les émissions en breton ou en français ne peuvent toujours pas être entendues sur toute la Bretagne, Loire Atlantique comprise
- sous-utilisation flagrante de la possibilité d'utiliser le créneau hebdomadaire offert par FR3 aux régions de 20 h 30 à 21 h 30 le samedi
- contrairement aux engagements que le gouvernement a pris dans la charte culturelle de permettre à « la région de prendre en charge sa politique culturelle », le comité consultatif pour l'audiovisuel n'a toujours pas été mis en place.

Il apparaît que toutes les décisions essentielles sont toujours prises à Paris avec un mépris souverain pour les aspirations légitimes et maintes fois exprimées des Bretons.

Pourtant les moyens existent de créer une véritable radio pour les Bretons quand on constate que « radio-Mayenne », qui vient d'embaucher 25 personnes, dispose d'un budget supérieur à celui de radio Armorique.

Lassés des promesses non tenues et du mépris du pouvoir parisien, les délégués du F.C.P.B. ont décidé d'occuper symboliquement le bureau du Directeur Régional de FR3 Bretagne Pays de Loire.



COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. Précisez si vous désirez l'anonymat.

Syndicalisme dans l'enseignement privé

Le n° 202 du « Peuple Breton » consacre une large information au SNPEP-CGT. Au nom du syndicat enseignement privé du Finistère, je souhaite faire la mise au point suivante.

Le titre tout d'abord, « un syndicat de lutte dans l'enseignement privé: le SNPEP-CGT » permettrait de déduire qu'il n'y a qu'un syndicat de lutte dans l'enseignement privé. Ceux qui suivent les problèmes de l'enseignement privé savent très bien que les syndicats de la FEP-CFDT sont toujours partie prenante, sinon à la tête des luttes menées par les travailleurs de l'enseignement privé, que ce soit en direction de l'État (témoin les grèves des 5 février et 21 mars 80, et du 13 novembre 79 avec 9 cars de Bretagne à Paris, à l'appel de la seule CFDT), ou en direction de l'employeur privé (témoin les actions menées début 79 pour arracher le maintien de la référence au point de la fonction publique).

Au sujet de la circulaire des 21 heures pour les maîtres-auxiliaires du public, les démarches des syndicats et de la CFDT en particulier, dès avant la rentrée de septembre 79, ont permis de limiter à la durée du contrat provisoire le service de 21 heures. Dès avril

80, la CFDT avait pris les dispositions nécessaires pour parer à toute velléité du Ministère d'élargir cette mesure à d'autres maîtres.

S'agissant de la commission paritaire des personnels hors contrat, les employeurs privés ont en effet attendu la réunion d'octobre pour inscrire les propositions de la CGT à l'ordre du jour. En l'absence des représentants du SNPEP-CGT, à cette réunion, les employeurs privés ont voulu considérer ces propositions comme nulles; la CFDT s'y est opposée, obtenant que les propositions du SNPEP soient discutées à la prochaine réunion, en présence de représentants de ce syndicat.

Il existe des similitudes évidentes entre les objectifs immédiats du SNPEP-CGT et de la FEP-CFDT: amélioration de la situation des personnels hors-contrat (salaires, conditions de travail, congés, accès à la retraite) et de celle des personnels enseignants (accès pour tous à la catégorie de titulaires correspondant à la fonction exercée), et également pour l'objectif à long terme: ce que la CFDT appelle mise en place d'un service public unique de l'éducation permanente, démocratique, laïque et autogérée.

Jean Le Roux, Brest.

Que s'est-il passé en Kabylie?

Ayant participé en avril 80 au voyage en Algérie organisé par le Comité Inter-entreprise Brestois je me permets d'apporter un point de vue complémentaire sur la situation constatée en Kabylie lors de notre passage, l'article étant très discret sur ce sujet.

D'abord quelles caractéristiques m'ont frappé au cours du passage en Kabylie, de visu et en discutant avec le guide, des habitants?

— C'est d'abord une région montagneuse très peuplée (6 millions d'habitants sur les quelque 20 millions que compte l'Algérie)

— une immigration forte très largement en tête des différents peuples qui habitent l'Algérie

— Une industrialisation qui a pris du retard par rapport aux autres régions, malgré des efforts certains.

— Une résistance farouche aux armées coloniales françaises pendant la guerre d'Algérie

TROIS POUR DEUX !

POUR DEUX ABONNEMENTS AU PEUPLE BRETON, UN TROISIÈME GRATUIT !

POUR LES FÊTES, OFFREZ UN CADEAU MILITANT ! (valable en novembre et décembre)

ABONNEZ-VOUS

**LE PEUPLE
BRETON**

Boîte Postale 304 - 29273 BREST CEDEX

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 50 F (1)
étranger : 60 F (1)
de soutien : à partir de 70 F (1)

un réabonnement (1) étranger, par avion: 75 F (1)

A partir du N° inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

**POBL
VREIZH**

en langue bretonne

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 40 (1)
étranger : 50 F (1)
de soutien : à partir de 60 F (1)

un réabonnement (1) étranger, par avion : 65 F (1)

A partir du N° inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2746-79

Vos bijoux celtiques or et argent
Collection importante



Roger MINGANT

Horloger-bijoutier

95, rue de Siam - 29200 BREST - Tél. 46.06.02



Jo GALLIOU

LESNEVEN

Prix-Fêtes :

Machine à laver ZANUSSI

Type 2F 714 5 kg	1590
Type 2F 15A 5 kg	1890

Lave-vaisselle ZANUSSI **2190**

Téléviseurs couleur

51 cm Pathé Marconi 1920	3200
67 cm Sirocco Schneider	4800
Micro chaîne Akioto	4200

GARAGE DU GUELMEUR

Gérard JAOUEN

4, RUE DU GUELMEUR

BREST-ST-MARC

TEL. 02-32.86

VENTE - RÉPARATIONS ENTRETIEN VEHICULES TOUTES MARQUES



Tél. 79.50.04

Au Cœur du Vieux RENNES

Gwenn'oan

2 rue Rallier du Baty

**Vous propose ses laines (Austral, Bon Pasteur, etc...)
le meilleur accueil vous y attends : de la qualité - des prix**

Fouccay



Centre Commercial Bellevue, Saint-Servan

**Un choix formidable
de papiers peints ENCOLLÉS
disponibles immédiatement**

6 PRIX !

le rouleau

14F-18F-22F-26F-30F-34F-38F



FOUCRAY

PORT de PLAISANCE

Le Grand Pavois

**BAR
RESTAURANT
PANORAMIQUE**

Moulin-Blanc
29200 BREST

Tél. 02.27.83

Annie et Jean-Michel TEXIER

— Une culture spécifique et un patrimoine culturel qui ne semble pas reconnus au même titre que les autres cultures au niveau national.

— une langue qui n'est pas enseignée à l'école à côté de l'Arabe classique et du français.

— Une extrême indépendance d'esprit de sa population et un sentiment profond d'identité nationale dans un pays où règne un pouvoir autoritaire et centralisateur.

Pour ces raisons la Kabylie m'a semblé présenter quelques similitudes avec la Bretagne dans l'Etat français, dans 2 systèmes différents.

Lors de notre passage à Tizi Ouzou, où avaient eu lieu certains événements relatés dans la presse française, la ville présentait un visage particulier :

— Université occupée par les forces de l'ordre

— Voitures officielles incendiées

— Mairie et siège du FLN saccagés (plus aucune vitre)

— Pancartes écrites en arabe arrachées ou inscriptions barrées

— Forces de l'ordre omni-présentes

— Barrages sur les routes

— Difficultés de parler des événements avec les habitants, sauf exceptions, absence de manifestations.

La presse officielle faisait état des événements en leur donnant un caractère culturel, en parlant d'ingérence étrangère sans aborder le problème politique. On peut quand même faire remarquer que la presse française faisant état des événements est en général très discrète sur l'énorme effort entrepris depuis le départ des troupes coloniales en 1962. En tout état de cause, dire comme l'ont fait les 2 syndicalistes de l'UGTA de passage à Brest et interviewés par le PB : « Il n'y a pas de problème Kabyle » est une analyse qui peut se discuter.

C.H., Brest.

Trop académique

Je vous adresse le montant de mon réabonnement au « Peuple Breton » en vous félicitant pour la bonne tenue générale de votre journal, bien que la présentation pourrait être améliorée encore pour être plus attrayante. Il n'est pas possible de donner un avis sur tous les articles, mais je voudrais préciser que celui qui concernait l'avenir de la langue bretonne m'a assez déçu. Il manquait notamment de souffle. N'avez-vous pas choisi la solution de facilité en regroupant quelques « notables » culturels qui, ma foi, n'avaient pas tous forcément quelque chose à dire. J'aurais préféré, pour ma part, un débat avec des organisations représentatives qui aurait peut-être permis une discussion moins académique.

Tangi Louarn, Quimper.



Seznec-Merlet

Maison fondée en 1869

PRÊT-A-PORTER - COUTURE

1 & 3, RUE KÉREON
29000 QUIMPER
Téléphone : 95.15.72

Soniri Keltiek

HERVE MEUR

1 Dachenn Aman
29000 KEMPER
Pell : (98)95.45.82

Armor.lux

SOUS-VÊTEMENTS
TEE-SHIRTS
PULLS MARINS
QUIMPER

La Belle Epoque

Antiquités - Brocante

35, rue Jean-Macé - BREST
Tél. 46.44.77



**PLOMEUR SHOP
L'ATELIER DU CUIR**

Route du Guilvinec, 29120 Plomeur

MAROQUINERIE
PETITE MAROQUINERIE
ARTICLES DE BUREAU

Directement chez le fabricant
Prix exceptionnels



ROGER
Coiffeur

Tél. 85.22.94 - LANDERNEAU

CRÊPERIE « Chez Loïc »

32, rue de la Visitation 35000 RENNES - Tél. 79.00.83



TANGUY

Bois - Matériaux

Lannilis - Brest - Landerneau

J. ROLLAND

56460 LA CHAPELLE-CARO

Plomberie - Sanitaire
Chauffage Central

Tél. 74.92.95



**BAR
LE TRISKELL**

Place Guérin - BREST
Téléphone : 44.56.65



DENIS PHILIPPE

l'artisan du
déménagement
Fer - Mer - Route

50, rue Marcellin-Duval
29200 BREST Tél. 03.11.52



Meubles HO-TY

17, rue Jean-Jaurès et rue Saint-Saëns - BREST

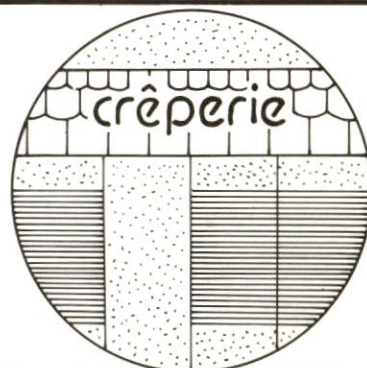
Décoration style et moderne - tissus - cuisines aménagées

CRÊPERIE - SALON DE THÉ

SOIRÉES KIG HA FARZ tous les vendredis

ouvert du lundi au samedi, de 10 h. à 22 h.

Galerie Marchande Rallye Brest - Tél. 02.67.02



LE PEUPLE BRETON

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

Edito

Bretagne
fayotte...

INEURE, par exemple, mais diablement significative, l'affaire de la «Sterne»... Voilà un navire qui, en 1977 quand fut décidée sa construction, devait assurer diverses missions d'assistance en mer sous l'autorité de la Marine Marchande, et armé par du personnel civil. Or, le 7 novembre, la «Sterne» a effectué sa première sortie officielle, en présence de M. Essig, mais avec des militaires à bord: la «Sterne» dépend maintenant de la Marine Nationale!

Le développement nouveau du militarisme ne se fait pas seulement dans les esprits et en Bretagne, il revêt d'autres aspects autrement envahissants que l'anecdote rapportée plus haut. La presqu'île de Crozon est à nouveau dans le collimateur avec le projet — encore vague il est vrai mais il n'est jamais trop tôt pour s'en occuper — d'une autre base pour la deuxième génération de sous-marins nucléaires, réclamée aussi bien par la droite gouvernementale que par les deux grands partis de gauche. Ces sous-marins, il faudra bien les abriter, et c'est à la Bretagne, une fois de plus, qu'on s'appête à demander l'hospitalité.

L'emprise des militaires, on dirait qu'elle s'accroît, ces derniers temps. Des manifestations de plus en plus ostentatoires des anciens d'Algérie, à la prise en charge par l'armée d'activités traditionnellement civiles (c'est particulièrement net dans le domaine maritime); de la visite de Bigeard à la municipalité de Lorient à la préparation de certaines actions musclées dans la région du Cap-Sizun; de la banalisation de la présence de troupes aux émissions télévisées achetées par les armées; du discours de Giscard sur la terrible solitude de celui qui peut déclencher le cataclysme nucléaire à la publicité discrète pour la bombe à neutrons, la pression galonnée gagne quelques degrés.

Il y a chez nous trop d'implantations militaires: ça stérilise le véritable développement industriel. Car si, localement, il arrive que les militaires «fassent marcher le commerce», il n'en reste pas moins qu'on ne peut fonder un avenir économique sur la présence d'un régiment ou de cinq sous-marins.

Il y a chez nous trop de gens qui s'en accommodent: ça donne une Bretagne fayotte, soucieuse d'avoir avant tout de bons rapports avec le préfet maritime, une Bretagne en uniforme avide de se fondre dans l'unité nationale.

Il y a chez nous trop d'esprit militaire: ça annule l'envie d'entreprendre, ça étouffe l'esprit de révolte, ça tue le désir de révolution.

Dès lors, on peut y aller:

On peut y aller en matière d'emplois, de salaires: quand la mobilité et l'obéissance sont érigées en vertus, la revendication d'un travail au pays apparaît quelque peu déplacée; la syndicalisation est perçue comme une trahison et, l'ordre établi étant posé comme intangible, on est prié d'aller voir ailleurs quand on n'a pas d'embauche chez soi...

On peut y aller en matière de culture: uniforme et uniformisation vont de pair, et quand on hérite d'un passé de «coloniaux» puis de «pacificateurs», quand on entretient des régiments spécialisés dans la remise au pas des régimes africains, on peut difficilement cultiver la tendresse pour tout ce qui sort de la norme, pour qui tenterait de promouvoir une action culturelle hors des

sentiers de la gloire, c'est-à-dire des sentiers rebattus de l'idéologie dominante, française ou américaine, mais bourgeoise...

On peut y aller en matière de centralisation: la glorification d'une France forte tolère mal la différence; elle rejette ce qui ne se moule pas aisément dans la matrice d'un état unifié, elle écarte ces «coquilles d'œuf dans l'omelette de la francophonie» que sont les peuples minoritaires; elle suffoque à l'évocation de l'autonomie...

La militarisation a fortement contribué à faire de la Bretagne une colonie, en gelant ses sites les plus remarquables, comme la rade de Brest; en apparaissant aussi, dans la vague distribution du territoire qui tient lieu de planification, comme la «vocation» première de notre péninsule. Le militarisme a fait aussi des Bretons un peuple colonisé: la carrière militaire est souvent apparue comme la seule possibilité d'échapper au chômage ou à une vie difficile de paysan sur une terre exiguë...

L'histoire a fait glisser le vocabulaire: ce qui était sacrifice pendant la guerre 14-18 est devenu de nos jours solidarité nationale. Mais la réalité demeure, et surtout le sens de l'échange inégal. Hier, c'était leur vie qu'on demandait aux Bretons, puis ce fut leur force de travail avec l'exploitation de ce «gisement de main-d'œuvre» constitué par une Bretagne à la natalité exceptionnellement élevée. Aujourd'hui, c'est notre sol lui-même, bon pour le nucléaire, bon pour l'armée, bon pour le loisir...

Avec la contrepartie d'un bâillon entre les machoires. Qui pour défendre nos intérêts spécifiques? Ceux des pêcheurs? Non, répond Hoeffel avec courtoisie; Ceux des producteurs laitiers? Non, dit-on à Bruxelles; Ceux de la classe ouvrière bretonne surexploitée? Non répond Barre; Ceux de la langue bretonne? Non répondent Beullac et la Charte Culturelle.

On aura toujours une solidarité de plus à nous imposer, on aura toujours un refus de plus à nous opposer, c'est le propre des colonisés! La solution n'est donc pas de se prêter au jeu dans l'espoir de grappiller quelques miettes, de récolter quelqu'aumône. Il importe aujourd'hui que les Bretons, qui se reconnaissent en tant que peuple, résistent de toutes leurs forces à l'avenir que leur propose Giscard.

Nous n'avons jamais prétendu que tous les Bretons ont des intérêts convergents en face de la politique giscardienne: il en est même qui s'en accommodent fort bien! Mais nous disons qu'il existe, dans la population bretonne, des couches nombreuses qui doivent actuellement lui résister, car c'est pour elles une nécessité vitale.

La plus nombreuse, la plus organisée, la plus à même de résister parce qu'elle participe le plus directement à la production de richesses, c'est la classe ouvrière. C'est autour d'elle, que peut se constituer ce bloc progressiste qui, un jour, renversera la vapeur...

UDB